

Rapport d'activité 2024



SIDACTION

Sommaire

Édito	2
Temps forts	4
Sidaction s'engage	8
Actions et chiffres	9
Regards croisés	10
I. Soutenir la recherche	12
II. Prévention et dépistage	16
III. Accès aux soins	20
IV. Défendre les droits de tous	24
V. Former et échanger	28
Transparence et indépendance	32
Bilan financier	34
Annexes	51

Édito



Après les nombreuses avancées des deux dernières décennies, de nouvelles ombres planent sur la lutte contre le VIH. Plus que jamais, nous devons redoubler d'efforts pour, enfin, parvenir, ensemble, à la fin de l'épidémie d'ici à 2030.

Fin janvier, l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche a porté un coup dur à la lutte contre le VIH. Du jour au lendemain, les activités financées grâce à l'aide américaine, notamment celles relatives aux traitements et à la prévention du VIH, se sont retrouvées à l'arrêt. Si certaines restrictions ont été levées depuis, de nombreux projets demeurent au point mort. Parmi eux, la prescription de la PrEP, traitement préventif du VIH, ainsi que les actions de prévention menées en direction des personnes LGBT, fortement exposées au risque d'infection.

Les circuits d'approvisionnement ont été perturbés, compromettant l'accès aux traitements, aux tests de dépistage et au suivi biologique. Sous la pression de courants réactionnaires, encouragés par la nouvelle politique états-unienne, les activités de planning familial, notamment d'information et d'accès à l'avortement, sont définitivement à l'arrêt. Désormais clos, ces centres œuvraient aussi pour la prévention du VIH auprès des femmes enceintes. Les coupes budgétaires américaines ont également mis fin à de nombreuses recherches sur le VIH menées aux États-Unis et dans plusieurs pays d'Afrique, où des essais vaccinaux ont été interrompus, ainsi qu'en France.

Sans précédent dans l'histoire de la lutte contre le sida, ces décisions risquent de nous ramener des décennies en arrière en termes de nombre de nouvelles infections et de décès, et compromettent nos chances de mettre fin à l'épidémie en 2030, comme s'y était pourtant engagée la communauté internationale dès 2015. Trente ans après l'arrivée des trithérapies, près de 10 millions de personnes n'y ont toujours pas accès dans le monde. Chaque année, plus de 600 000 d'entre elles décèdent des suites du sida. Ces attaques, qui frappent le milieu associatif comme la recherche scientifique, constituent une menace existentielle pour la santé mondiale, et une atteinte criante aux droits humains.

En France, la situation est également critique pour les associations, qui, sous couvert de rigueur budgétaire, subissent de sévères coupes dans leurs financements publics. Pour certaines, ces restrictions équivalent à un arrêt définitif de leur activité, à l'image de la fermeture, en décembre 2024, du Gaps, association bordelaise créée en 1988 et soutenue de longue date par Sidaction. Son principal financeur, l'Agence régionale de santé de Nouvelle-Aquitaine, a estimé, contre toute évidence, que l'infection à VIH ne nécessitait plus d'accompagnement spécifique. Au motif que les personnes suivies pouvaient bénéficier des dispositifs de droit commun, elle a décidé de ne plus reconduire ses subventions au Gaps en 2025.

Par son travail remarquable, cette association permettait pourtant à de nombreuses personnes de maintenir un lien avec le système de santé.

Avec la fin du Gaps, c'est un lieu d'accueil et d'écoute qui disparaît, au détriment de personnes qui demeurent victimes, malgré les avancées médicales, de discriminations qui fragilisent leur santé mentale. Outre la sérophobie, l'homophobie continue à faire rage, sous forme d'agressions verbales et physiques. À ces violences de rue, à ces brimades domestiques

ou professionnelles, s'ajoutent celles de la loi, toujours plus dure envers les personnes migrantes, dont l'accès à la prévention et aux soins est menacé par le durcissement politique en cours.

En France comme à l'international, la destruction du tissu associatif et la précarisation des publics suivis font obstacle au contrôle de l'épidémie. Pourtant, la victoire demeure possible, en unissant nos forces. C'est ce combat que Sidaction a continué à mener en 2024. Cette lutte contre le VIH, nous la portons sur tous les fronts, que ce soit pour soutenir la recherche, pour accroître l'accès à la prévention et au dépistage, pour améliorer l'accès aux soins, pour renforcer les capacités d'action des associations, ou encore pour défendre les droits des personnes vivant avec le VIH et de celles qui y sont le plus exposées.

Ce droit, c'est aussi celui des jeunes à être informés des risques liés au VIH, contre toutes les désinformations et les préjugés. C'est celui qu'ils ont de s'épanouir dans une société plus tolérante, débarrassée des violences liées au genre ou à l'orientation sexuelle. Et c'est au terme d'un tel combat, mené collectivement en 2024 avec de nombreuses associations et organisations, que de premiers programmes scolaires d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (Evars) ont vu le jour fin janvier, malgré les tentatives réactionnaires d'y faire échec.

Nos espoirs reposent également sur la communauté scientifique dédiée au VIH, en particulier les jeunes chercheurs et chercheuses, qui peuvent compter sur le soutien résolu de Sidaction. Après les trithérapies, nées il y a trente ans de la recherche, c'est de cette nouvelle génération que viendront un jour, nous l'espérons, de premiers traitements permettant de «vivre sans»: sans traitement à vie, sans discrimination... et sans VIH.

FRANÇOISE BARRÉ-SINOUSI
Présidente de Sidaction et lauréate 2008
du prix Nobel de médecine

LINE RENAUD
Vice-présidente de Sidaction

FLORENCE THUNE
Directrice générale de Sidaction

Temps forts

En 2024, Sidaction célébrait ses 30 ans d'engagement sans relâche contre le VIH, marquant un cap symbolique pour mieux préparer l'avenir. Ces efforts combinés ont permis à Sidaction de tenir son pari: faire entendre la voix de l'association dans les médias, toucher des publics diversifiés et rester ancrée dans les territoires, là où la lutte se poursuit au quotidien. Retour sur une année riche en événements qui ont mobilisé bénévoles, partenaires et grand public.

JANVIER Premier appel à projets AIDSCURE

Sidaction et l'association néerlandaise Aidsfonds ont annoncé les résultats d'un appel à projets commun, visant à financer la recherche sur la stratégie «HIV Cure». Trente ans après l'arrivée des trithérapies, la quête de traitements induisant la rémission, voire la guérison, des personnes vivant avec le VIH, constitue un nouvel horizon de la recherche. Doté de 2 millions d'euros, AIDSCURE a distingué six projets de recherche portés par des équipes françaises, néerlandaises et issues de plusieurs pays africains.



Dîner de la mode

Événement phare de la mobilisation du milieu de la mode pour la lutte contre le VIH, la 21^e édition du Dîner de la mode, organisée en clôture de la Fashion Week parisienne, s'est tenue au Palais de Tokyo. Rassemblées autour de l'ambassadeur de Sidaction, Jean-Paul Gaultier, de nombreuses personnalités de la mode, de la musique, du cinéma et des médias étaient présentes. Cette soirée a permis de collecter 757000 euros.

FÉVRIER «Trois heures ensemble»

Sidaction a ouvert ses portes à des donateurs, les conviant à une table ronde sur le thème «Trente ans après la création de Sidaction... la lutte doit continuer!». Lors de cette rencontre, ils ont pu échanger avec des chercheurs et des représentants associatifs soutenus par Sidaction.



MARS Sidaction médias

«Depuis trente ans face au VIH, on n'a pas arrêté»: tel était le mot d'ordre de ce week-end annuel de mobilisation et de collecte. Trente ans après sa création, en 1994, Sidaction demeure, plus que jamais, résolue à avancer, à rassembler, face à un combat qui est loin d'être terminé. Largement diffusé par les médias partenaires de Sidaction, le spot de campagne a rappelé, par la voix de la chanteuse Mylène Farmer, la nécessité de poursuivre les efforts. Au terme de trois jours de mobilisation, Sidaction a collecté 3870829 euros, témoignage de l'engagement des Français pour la lutte contre le VIH.

Journée scientifique de Sidaction

Cette 10^e édition, qui a réuni 106 participants sur le site de la Pitié-Salpêtrière (Paris), a offert l'occasion aux chercheurs financés par Sidaction de présenter leurs travaux devant leurs pairs et d'échanger avec eux. Parmi les thèmes abordés: les mécanismes du contrôle génétique du VIH, l'assemblage du virus à l'intérieur de la cellule infectée, les réponses immunitaires, ainsi que plusieurs travaux de sciences humaines et sociales.

AVRIL 12^e conférence internationale francophone Afraviih 2024

Très engagée dans ce rendez-vous bisannuel de la communauté francophone de lutte contre le VIH, qui s'est tenu à Yaoundé (Cameroun), Sidaction a organisé un symposium sur le thème « Vieillir avec le VIH ». Bien au-delà de la France, le vieillissement des personnes vivant avec le VIH, rendu possible grâce aux traitements, constitue une préoccupation croissante dans les pays africains, à laquelle il s'agit de trouver des réponses sociales et médicales.



MAI États généraux des personnes vivant avec le VIH

Vingt ans après les derniers États généraux des personnes vivant avec le VIH, en 2004, cet événement majeur à l'initiative de Aides, coorganisé avec Sidaction, neuf autres associations et deux sociétés savantes, a permis aux personnes concernées d'échanger sur leur vécu et d'identifier leurs besoins. Leur travail a abouti à dix recommandations, remises au ministère de la Santé en clôture des États généraux. Les personnes vivant avec le VIH appellent à une amélioration de la prise en charge, à une lutte renforcée contre les discriminations et à un meilleur accès aux soins pour les personnes étrangères.



JUIN Marche des fiertés à Paris

Lors de ce grand rendez-vous annuel de mobilisation de la communauté LGBT, Sidaction a partagé son char avec les drag-queens du Sidragtion. Une manière festive de réaffirmer leur combat pour la défense de toutes les sexualités et de toutes les identités.

SEPTEMBRE Journées « Vieillir avec le VIH »

Pour cette troisième édition, professionnels de santé, associations et personnes concernées ont échangé sur la coordination des soins, la prévention des comorbidités, l'habitat adapté et le pouvoir d'agir des patients. En 2030, 70% des personnes vivant avec le VIH seront âgées de plus de 50 ans. Selon une enquête interassociative publiée en 2024, 53,1% des seniors vivant avec le VIH disposent de moins de 1500 euros par mois et 59,4% déclarent mener une vie peu, pas ou moyennement épanouie. Face à cet enjeu, Sidaction coordonne depuis 2018 le groupe de travail « Bien vieillir avec le VIH ».

NOVEMBRE Rencontre de donateurs avec des chercheurs

Des donateurs de Sidaction ont été accueillis par le Centre d'immunologie et des maladies infectieuses (hôpital de la Pitié-Salpêtrière, Paris), où ils ont suivi une conférence sur les recherches menées sur le VIH. Ils ont ensuite visité les laboratoires, découvrant le quotidien des chercheurs ainsi que les défis auxquels ils sont confrontés.



Université des jeunes chercheurs

Organisée par Sidaction à Carry-le-Rouet (Bouches-du-Rhône), cette semaine de formation, dont c'était la neuvième édition, a rassemblé 36 jeunes chercheur-euses (doctorants et postdoctorants) œuvrant dans le domaine du VIH ainsi que 19 intervenants. Reflet de la diversité de cette communauté scientifique, l'Université des jeunes chercheurs accorde une place à toutes les disciplines, de la recherche fondamentale aux sciences sociales et humaines, en passant par la recherche clinique.



DÉCEMBRE Journée mondiale de lutte contre le sida

Lors de la Journée mondiale de lutte contre le sida, le 1^{er} décembre, Sidaction a lancé Sidaxxxion.fr. Ce site Internet, qui détourne les codes des vidéos diffusées sur des sites pornographiques, vise à sensibiliser à la prévention, mais aussi à interpeler les adultes quant aux contenus auxquels les jeunes sont exposés en ligne. Au-delà du site, six visuels issus de cette campagne sidaxxxion.fr ont été diffusés dans le métro. Par cette campagne, il s'agissait également pour Sidaction de rappeler l'urgence de mettre en œuvre une éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (Evars) dans les établissements scolaires, où les besoins n'ont jamais été aussi forts.

Rencontre scientifique et solidaire, à Montpellier

Premier événement de ce type organisé par Sidaction, cette rencontre, menée en partenariat avec l'Institut de recherche en infectiologie à Montpellier (Irim, CNRS/université de Montpellier) et des associations (Envie, Actions Traitements), visait à promouvoir les échanges entre chercheurs, associations et personnes vivant avec le VIH, tous engagés dans le même combat.

Sidaction s'engage

Mettre fin à l'épidémie de VIH d'ici à 2030: tel est le but que s'est fixé la communauté internationale en 2015, dans le cadre de ses objectifs du développement durable. Depuis sa création, en 1994, alors que les trithérapies n'avaient pas



encore vu le jour, Sidaction se bat pour réduire au silence un virus qui détruit des vies, marqueur de toutes les inégalités.

Pour cela, l'association a poursuivi, en 2024, ses efforts sur tous les fronts de la lutte contre le VIH: la prévention, afin d'empêcher le virus de contaminer de nouvelles personnes; l'accès aux soins, pour que toute personne vivant avec le VIH ait accès à une prise en charge au plus près de ses besoins; la lutte contre les discriminations qui, en France comme ailleurs, continuent d'alimenter l'épidémie de VIH.

Qu'il s'agisse d'initiatives associatives ou de programmes de recherche, chaque projet soumis est examiné avec attention par Sidaction, qui évalue son potentiel à optimiser la prise en charge des personnes vivant avec le VIH et à améliorer leur qualité de vie. Ces interventions s'appuient sur une analyse rigoureuse des réalités de terrain et de l'état de la science, assurant ainsi à chaque projet la chance d'être le plus efficace possible.

Les besoins des populations les plus vulnérables constituent la préoccupation première de Sidaction. Soumises à des rigueurs budgétaires, à des durcissements politiques, les associations soutenues disposent, avec Sidaction, d'un partenaire fiable, à leur écoute, prêt à renforcer son aide pour garantir le succès de leurs interventions. Que ce soit en France, où de nombreuses structures voient leur financement public se réduire, ou à l'international, où Sidaction a épaulé plusieurs associations africaines en butte à des campagnes homophobes. Face à une situation internationale incertaine, Sidaction demeure résolue à œuvrer pour mettre fin à l'épidémie de VIH et à toute forme de discrimination.

Actions et chiffres

EN FRANCE

SIDACTION A VERSÉ

2,38 millions d'euros

à ses partenaires pour la prévention et l'aide aux personnes vivant avec le VIH, en soutenant 77 projets mis en œuvre par 70 associations

RECHERCHE

SIDACTION A VERSÉ

2,25 millions d'euros

à la recherche, en soutenant 36 jeunes chercheurs et 44 projets de recherche

PROGRAMMES ET MISSIONS SOCIALES

SIDACTION A VERSÉ

4,37 millions d'euros

pour le suivi et la valorisation des projets, pour la mise en œuvre d'actions de renforcement des capacités et pour le plaidoyer



À L'INTERNATIONAL

SIDACTION A VERSÉ

1,89 million d'euros

à ses partenaires, en soutenant

47 projets portés par 35 associations dans 18 pays

Regards



ASIER SÀEZ-CIRIÒN

président du comité scientifique et médical de Sidaction, responsable de l'unité «Réservoirs viraux et contrôle immunitaire» à l'Institut Pasteur (Paris)

L'année 2024 s'est distinguée par des résultats très encourageants concernant des antirétroviraux

à longue durée d'action, qui permettront aux personnes vivant avec le VIH (PVVIH) d'espacer la prise de traitement et qui offriront de nouvelles opportunités en termes de prévention de l'infection par le VIH. De même, nous en savons plus sur les réponses immunitaires associées au contrôle de l'infection, ce qui guide le développement de nouveaux candidats vaccins. Enfin, 2024 a vu la publication des premiers résultats encourageants d'essais précliniques et cliniques visant la rémission de l'infection par le VIH.

De nouveaux cas de personnes considérées comme guéries de l'infection par le VIH ont été annoncés

en 2024. Certes, ces résultats ont été obtenus à la suite d'une greffe de moelle, procédure complexe, risquée et impossible à appliquer largement. Mais ils montrent que le rêve d'un monde sans VIH n'est pas une chimère. Toutefois, l'accès aux innovations thérapeutiques demeure très inégal entre les PVVIH, une population dont la recherche en sciences humaines et sociales nous permet de mieux comprendre les vulnérabilités.

Depuis début 2025, les décisions du gouvernement américain ont eu un impact sévère sur les programmes de recherche, en particulier ceux portant sur le VIH. Qu'il s'agisse de prévention, d'accès au traitement ou de recherche, ces annonces menacent les efforts réalisés jusqu'à présent. Elles démontrent aussi qu'il nous faut aller plus loin, plus vite, afin de mettre au point des thérapies qui permettront enfin aux PVVIH de vivre sans traitement antirétroviral.



CHANELLE KOUANKEP

présidente du comité international de Sidaction, directrice exécutive de l'association camerounaise TransAmical

Du côté des associations, les actions continuent d'évoluer. Notamment celles qui portent sur le vieillissement des personnes vivant avec le VIH (PVVIH), sujet

dont on parlait peu il y a trois ans. Au Burundi, l'ANSS œuvre ainsi pour le renforcement du diagnostic et du traitement de maladies chroniques, comme le diabète ou l'hypertension. Au Togo, EVT propose des soins

à domicile pour les plus de 60 ans à mobilité réduite. Et les associations s'engagent toujours plus en faveur de la santé mentale de leurs usager-ères, leurs salarié-es et leurs bénévoles.

L'année 2024 a été marquée par un regain de violence envers les personnes trans et les HSH [hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes], notamment au Cameroun, au Bénin, en Guinée et en Côte d'Ivoire. Cette situation doit nous amener à revoir nos façons de suivre ces populations. Si rien n'est fait, les victimes peuvent développer de graves problèmes de santé

croisés

mentale, au risque d'un arrêt du traitement antirétroviral dû à une perte d'estime de soi. Face à cette situation très alarmante, Sidaction doit poursuivre son soutien aux associations, comme cela a été le cas ces dernières années en proposant des aides d'urgence.

L'avenir paraît très incertain pour les associations, en particulier celles qui recevaient des financements

du Pefpar [fonds d'aide américain dédié à la lutte contre le VIH, mis à l'arrêt par Donald Trump]. Beaucoup d'entre elles sont menacées de fermeture et ont déjà dû licencier du personnel. Nul ne sait ce que seront ces quatre prochaines années, mais le pire est possible. Là aussi, Sidaction demeure à l'écoute de ses partenaires, débloquant des fonds d'urgence afin que les activités proposées aux PVVIH puissent continuer.



INÈS MESSAOUDI

présidente du comité associatif France de Sidaction et directrice du Pastt (Prévention action santé travail pour les transgenres)

Bien que je sois de nature optimiste, la lutte contre le VIH me semble dans une situation préoccupante.

Il ne faut rien lâcher de ce qui a été accompli jusque-là. D'autant que, pour les bénéficiaires de nos associations, les violences, les discriminations et la précarité économique demeurent très présentes.

Nos structures communautaires mènent un travail très important, mais il reste encore beaucoup à réaliser. Les personnes que nous suivons – depuis vingt ans pour certaines d'entre elles – continuent à nous solliciter. Pour les personnes transgenres, l'accueil et l'accompagnement, que ce soit par le personnel médical ou les administrations, font encore largement défaut, faute de formation.

Nous ne sommes pas à l'abri de vivre le même scénario que celui qui se déroule actuellement aux États-Unis, où les discours transphobes prennent de l'ampleur. Les difficultés croissantes que nous rencontrons, sur l'accès aux droits et les régularisations, en particulier pour les personnes vivant avec le VIH, doivent aussi nous alerter.

Le travail accompli par Sidaction ne se limite pas à un financement. Il repose sur les besoins des associations et accompagne les réalités de terrain: vieillissement avec le VIH, précarité des migrants, santé des personnes trans, accompagnement en milieu carcéral ou encore prévention en outre-mer. Ce soutien est d'autant plus vital que de nombreuses structures font face à une baisse des financements et à un recul des engagements de la part des institutions.

Le combat contre le VIH reste plus que jamais d'actualité. Il est essentiel de maintenir ce terme dans l'agenda public, de le relier aux enjeux actuels de santé sexuelle, mais sans jamais le diluer. Car derrière le mot VIH, il y a des vies, des parcours, des histoires, des luttes et, surtout, des droits à défendre.

Soutenir la recherche

En 2024, Sidaction a une nouvelle fois affirmé son engagement indéfectible en faveur de la recherche sur le VIH. Fidèle à sa mission, l'association a poursuivi son soutien à une recherche innovante et pluridisciplinaire, en finançant une grande diversité de projets scientifiques. Qu'ils soient portés par des doctorants, des postdoctorants ou des chercheurs confirmés, tous ces travaux portent une ambition commune: approfondir les connaissances sur le VIH pour mieux le combattre.

Parmi les projets financés en 2024, certains visent à mieux comprendre les stades tardifs du cycle de réplication du VIH, afin de découvrir de nouvelles cibles. Pour d'autres, il s'agit d'évaluer la manière dont les collégiens et les lycéens s'approprient l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (Evars), à la lumière des médias numériques qu'ils consultent par ailleurs.

De la recherche fondamentale aux sciences humaines et sociales, la recherche est une clé majeure de la lutte contre l'épidémie. Sidaction continuera à apporter aux chercheurs un soutien résolu, dans l'espoir d'un monde enfin libéré du VIH.



VIH ET INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE, LA DOUBLE PEINE DES ADOLESCENTS AFRICAINS

En Afrique, l'insécurité alimentaire va souvent de pair avec l'infection par le VIH. Lors de son doctorat, Nadine El Rashidi étudie son impact sur des adolescents ivoiriens vivant avec le VIH, afin de trouver un début de réponse.

L'insécurité alimentaire, à savoir la difficulté d'accès à une alimentation de qualité, demeure courante en Afrique. Et ses effets sont particulièrement à craindre chez les adolescents, aux besoins nutritionnels accrus. *«Bien que le sujet soit très important, il est rarement intégré aux programmes de lutte contre le VIH»*, constate Nadine El Rashidi. En thèse depuis octobre 2024 au Centre d'épidémiologie et de recherche en santé des populations (Cerpap, Toulouse), la jeune chercheuse a décidé d'y consacrer ses prochaines années, auprès des adolescents ivoiriens vivant avec le VIH.

Chez les personnes vivant avec le VIH, un faible état nutritionnel peut altérer le système immunitaire, donc accroître le risque de maladies opportunistes, jusqu'au stade sida. Sur la base

des résultats de la cohorte Ayani – regroupant des adolescents vivant avec le VIH –, la jeune chercheuse déterminera les liens, encore mal connus, entre statut nutritionnel et progression de l'infection.

Également prévue, une analyse de l'observance thérapeutique, elle aussi étroitement liée à l'alimentation. *«L'insécurité alimentaire peut être source de dépression et/ou d'anxiété. Or plusieurs travaux suggèrent une association entre la santé mentale et l'observance du traitement»*, explique Nadine El Rashidi. Par ailleurs, la précarité financière, fréquente chez les personnes vivant avec le VIH, peut les obliger à choisir entre un repas et un traitement, le plus souvent au détriment du dernier.

Si ces travaux sont innovants, c'est aussi parce que rares sont les études à porter exclusivement sur les adolescents vivant avec le VIH. Bien qu'ils traversent une période bien particulière de leur vie, *«les adolescents demeurent une population peu connue. La plupart du temps, ils sont intégrés à des études portant plus largement sur les adultes, ou sur les enfants»*, constate Nadine El Rashidi.

La chercheuse prévoit de mener des entretiens collectifs avec des adolescents vivant avec le VIH, s'appuyant pour cela sur de jeunes pairs éducateurs. En clôture de ce travail participatif, mené avec et pour des adolescents vivant avec le VIH, Nadine El Rashidi compte jeter les bases d'un protocole de prise en charge nutritionnel.

L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ, NOUVEAU TERRAIN DE RECHERCHE

Dans les établissements scolaires, l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (Evars) devient une nécessité absolue. Camille Guirouard-Aizée compte évaluer la réappropriation de ces informations par les jeunes, à la lumière des contenus en ligne dont ils s'abreuvent par ailleurs.

En 2024, les violences sexuelles ont enregistré une hausse de 7% par rapport à 2023. Par ailleurs, 42% des 15-24 ans pensent possible de transmettre le VIH par un simple baiser, selon une récente enquête publiée par Sidaction. D'où l'urgence d'une mise en œuvre effective de l'Evars, sujet auquel Camille Guirouard-Aizée, en première année de thèse au Groupe d'études et de recherche interdisciplinaire en information et communication (Gériico) à Lille, consacrera ses travaux, en se penchant sur le rôle d'Internet dans la construction du rapport au risque de transmission sexuelle du VIH.

Pour cela, elle sillonne les établissements scolaires du Pas-de-Calais, où elle

accompagne une équipe mobile du Planning familial. Lors de séances collectives avec les classes ou de permanences dans le bus associatif, Camille Guirouard-Aizée, «avant tout observatrice», évaluera la réception des outils pédagogiques d'Evars par ces élèves et les questions qu'ils posent aux intervenant-es.

En matière de connaissances sur le VIH, ses premières observations confirment les résultats constatés par Sidaction: le virus demeure mal connu par les jeunes. «Avant la quatrième, ils n'ont aucune idée de ce dont il s'agit. Après, ils ne semblent pas attachés aux représentations homophobes, mais ne savent pas pour autant ce que ce virus implique, et sont peu au fait des modes de transmission.

Le VIH reste absent de leur réflexion sur la sexualité, y compris chez les jeunes qui ne se définissent pas hétérosexuels», explique-t-elle.

La thésarde recueillera par ailleurs les habitudes numériques des jeunes, telles que séries, influenceur-ses, réseaux sociaux et jeux vidéo. «Mon but est d'établir un corpus de ce que les élèves me disent regarder ou écouter. Puis j'effectuerai une analyse des discours portés par ces supports, en termes d'Evars», précise Camille Guirouard-Aizée. Autre volet de son travail, évaluer les stratégies mises en place par l'association pour faire face aux attaques réactionnaires, dont l'Evars fait régulièrement les frais.

ÉTUDIER LES MÉCANISMES MOLÉCULAIRES DU BOURGEONNEMENT DU VIH

En quatrième année de thèse à l'Institut Pasteur (Paris), Thomas Serrano explore le bourgeonnement du VIH à la surface de sa cellule hôte, dernière étape de son cycle de réplication.

Dédiée à la biologie cellulaire, l'équipe de recherche Trafic membranaire et division cellulaire, au sein de laquelle Thomas Serrano achève son doctorat, se consacre à l'étude de la cytotinèse. Étape finale de la division cellulaire: celle au cours de laquelle les deux cellules filles, issues d'une seule cellule mère, se séparent, rompant le pont intercellulaire qui constitue leur dernier lien.

Or la cytotinèse présente de nombreuses similitudes avec le bourgeonnement du VIH à la surface de sa cellule hôte, après s'y être répliqué. Outre l'intervention du complexe protéique ESCRT (prononcer «escorte»), qui permet de rompre le cou membranaire subsistant entre le virus et la cellule, les résultats

de Thomas Serrano confirment que le cytosquelette, composant majeur de l'architecture cellulaire, joue aussi un rôle majeur dans le bourgeonnement du VIH.

Durant ce processus, comme lors de la cytotinèse, «la présence de filaments d'actine [qui forment le cytosquelette] au niveau du cou membranaire empêche le recrutement d'ESCRT», explique le jeune chercheur. Ses travaux ont confirmé l'importance de l'enzyme MICAL1, elle-même activée par une autre enzyme, Rab35. Cet entrejeu moléculaire, dont bien d'autres acteurs restent à identifier, entraîne le désassemblage local des filaments d'actine, ce qui permet *in fine* au complexe ESCRT de jouer son rôle.

Bien que crucial lors du bourgeonnement du VIH, le rôle du cytosquelette dans les étapes tardives du cycle du virus demeure peu étudié. Selon Thomas Serrano, «l'objectif de la virologie fondamentale est avant tout de mieux comprendre la réplication des virus, en vue de déterminer de possibles cibles thérapeutiques. On pourrait très bien imaginer que le blocage de l'action de MICAL1 permettrait d'empêcher le relargage du virus hors de la cellule, et donc sa dissémination vers d'autres cellules.»

DÉCRYPTER LES MÉCANISMES DU VIEILLISSEMENT LIÉ AU VIH

Du fait de la présence du virus, peut-être aussi de ses traitements et d'un parcours de vie accidenté, les personnes vivant avec le VIH présentent un vieillissement accéléré. Cofinancé par Sidaction, le projet Tempo 2 vise à mieux décrire ce phénomène, afin d'en déterminer les causes et les conséquences.

En 2011, l'étude Tempo démontrait que, malgré la trithérapie, les personnes vivant avec le VIH subissaient une inflammation résiduelle persistante, probablement liée à la «surincidence» de diverses maladies (cancers, diabète, etc.) au sein de cette population. «Même lorsqu'il est sous contrôle, le virus épuise le système immunitaire, lequel vieillit plus vite chez ces personnes qu'en population générale», explique Delphine Sauce, directrice de recherche au Centre d'immunologie et des maladies infectieuses (Cimi, Paris).

De ce projet Tempo, qu'elle a mené lors de son postdoctorat, la chercheuse a décidé d'écrire la suite, dénommée Tempo 2. Réinvitant les participants de la première étude, ce second projet

multidisciplinaire, qui porte sur 130 personnes vivant avec le VIH et 40 personnes non infectées et sous contrôle, vise à déterminer l'évolution à long terme (clinique, biologique, immunologique, virologique, etc.) de ces personnes. L'objectif est d'identifier ce qui relève du vieillissement «de fond» et ce qui dépend du vieillissement lié au VIH.

Selon Delphine Sauce, «c'est une étude complexe, parce que le virus de ces personnes est quasi systématiquement sous contrôle. Il sera donc difficile de dire que tout est lié au virus, qui malgré tout persiste. Certaines de ces personnes ont fumé, ont parfois recouru aux drogues et à l'alcool. Sans oublier la prise de traitements antirétroviraux qui n'ont rien d'anodin. Se pose aussi la question de l'isolement social,

du statut professionnel... Afin de faire la part des choses, notre questionnaire abordera l'ensemble de ces aspects.»

Ces travaux pourraient-ils un jour déboucher sur de nouvelles pistes thérapeutiques? «Pour l'instant, notre étude vise avant tout à dresser un constat, celui du vieillissement chez les personnes vivant avec le VIH, précise Delphine Sauce. Il n'existe pas encore de piste établie..., mais il y en a contre le vieillissement.» Et d'ajouter: «Si on s'aperçoit que ces personnes présentent un vieillissement accéléré, il n'y a pas de raison de penser que ce qui pourrait marcher en population générale ne fonctionnerait pas pour la population vivant avec le VIH.»



16 Prévention et dépistage

En 2023, 1,3 million de nouvelles infections par le VIH sont survenues dans le monde, soit 39% de moins qu'en 2010, selon les derniers chiffres de l'Onusida. Toutefois, le nombre de contaminations demeure trois fois supérieur à celui visé en 2025 de 370 000 par an. Il faut donc intensifier les efforts de prévention et de dépistage, seul moyen de parvenir à l'objectif fixé dès 2015, celui d'une fin de l'épidémie à l'horizon 2030.

Pour cela, il s'agit de continuer à agir en population générale, mais aussi en direction des populations clés. Ces dernières, les plus exposées au VIH, sont également celles qui, en raison de la précarité et des discriminations qu'elles subissent, restent souvent les plus éloignées du dépistage.

Consciente de ces enjeux médicaux et sociaux, Sidaction soutient des actions innovantes, en France ou à l'international, afin d'améliorer l'accès à la prévention et au dépistage, en particulier pour les personnes les plus vulnérables au VIH.

DANS LES PRISONS AFRICAINES, UN LOURD FARDEAU INFECTIEUX

Parmi les populations les plus exposées au VIH, les personnes détenues constituent souvent le groupe le plus difficile à atteindre. En Afrique de l'Ouest et centrale, plusieurs partenaires de Sidaction s'engagent pour la prévention et le dépistage, dont l'association Kéné Dougou Solidarité (AKS) au Mali.

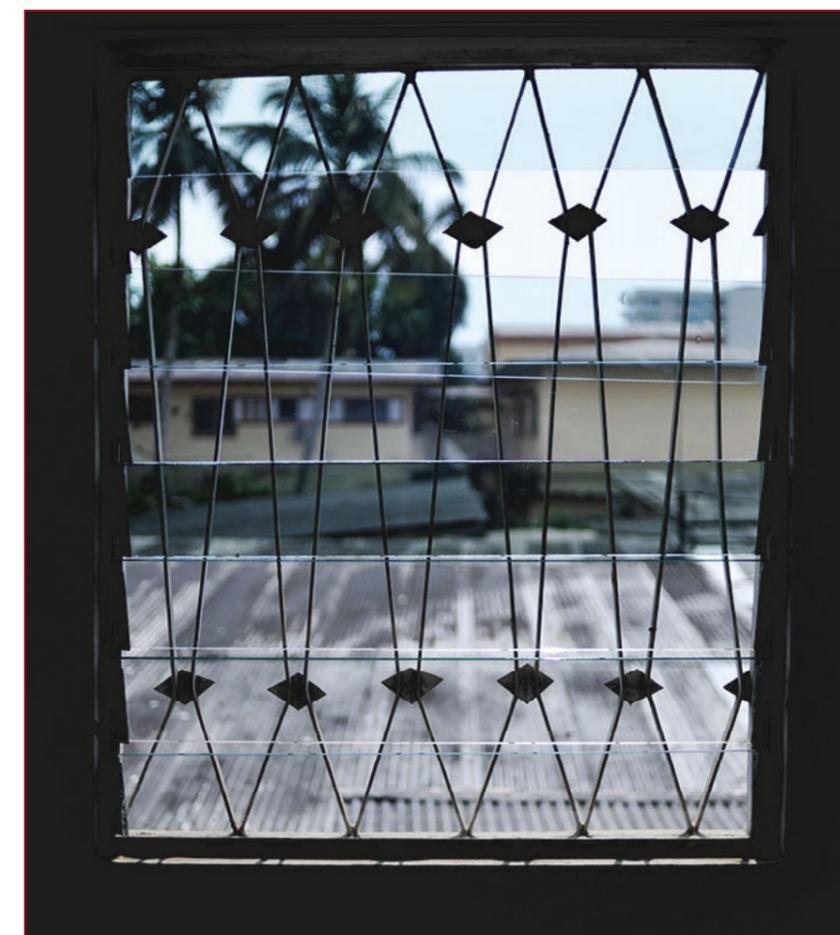
Créée en 1998, l'AKS œuvre pour la prévention et la prise en charge – psychosociale et médicale – des personnes vivant avec le VIH. Parmi elles, les personnes détenues, auprès desquelles l'association intervient dans les maisons d'arrêt de Sikasso (siège de l'association), de Koutiala et de Kadiolo.

Sur un rythme hebdomadaire pour la première, mensuel pour les deux autres, «*les interventions consistent d'abord à mener des actions de prévention, à sensibiliser les personnes détenues, à proposer un dépistage du VIH et de la tuberculose, ainsi que des consultations et un traitement des IST*», explique Cheick Abou Laïco Traoré, directeur exécutif de l'AKS.

En collaboration avec le personnel soignant des maisons d'arrêt, l'association s'appuie sur des «*détenus relais*», qu'elle a formés afin qu'ils sensibilisent leurs codétenus au risque infectieux. En raison de sa surpopulation, le milieu pénitentiaire présente «*d'énormes risques de transmission sexuelle du VIH ou de tuberculose*», explique Cheick Abou Laïco Traoré. Sur les 142 détenus dépistés en 2024 par l'AKS, 41 ont été diagnostiqués porteurs du VIH.

Les personnes détenues «*sont très satisfaites de ces services, mais les demandes dépassent nos capacités d'intervention, aussi bien pour le VIH, les IST, la tuberculose que la malnutrition ou l'hygiène*», constate Cheick Abou Laïco Traoré.

Pour les personnes dépistées positives, l'AKS assure également la mise sous traitement antirétroviral. «*L'infirmier ne compte que de petites quantités de médicaments, qui ne tiennent même pas deux semaines. Avec le peu que nous avons, nous faisons le maximum*», précise-t-il.



EN UKRAINE, LUTTER CONTRE LE VIH EN TEMPS DE GUERRE

Depuis l'invasion russe, l'association ukrainienne Tochka Oporo n'a cessé d'agir pour la prévention et le dépistage auprès des personnes LGBT, proposant l'envoi postal d'autotests et des consultations médicales en ligne.

Dès avant la crise sanitaire liée au Covid-19, Tochka Oporo («point de support» en français) était devenue la première association ukrainienne à proposer l'envoi postal de kits de dépistage, contenant un autotest et du matériel d'information, afin d'améliorer l'accès au dépistage. *«Du fait de la situation sécuritaire du pays, l'envoi de kits d'autotest connaît un succès croissant»*, explique Tania Kasian, directrice exécutive de Tochka Oporo.

Pour en bénéficier, les personnes demandeuses remplissent un formulaire sur le site de l'association et peuvent éventuellement solliciter une consultation en ligne avec un médecin, qui les assistera

dans l'usage de l'autotest. En 2024, Tochka Oporo a ainsi expédié 572 kits d'autotest et organisé 158 consultations de dépistage en ligne.

Malgré la résilience dont la population ukrainienne fait preuve, la situation est source de nombreuses souffrances psychiques. En particulier chez les personnes LGBT, pour lesquelles une victoire russe pourrait être lourde de conséquences. En 2024, Tochka Oporo a organisé 156 consultations en ligne avec son réseau de psychologues «LGBT-friendly». Parmi les principaux motifs de consultation, des troubles anxieux, des épisodes dépressifs et des difficultés à accepter son identité

de genre. *«Les demandes d'aide psychologique sont nombreuses et cela reste, et restera, l'une de nos priorités»*, explique Tania Kasian.

Si le regard de la population ukrainienne sur l'homosexualité a changé depuis 2022, c'est en partie grâce à la médiatisation de plusieurs cas de jeunes hommes tombés au combat, dont les compagnons n'ont pu prétendre à aucun droit. Au-delà de son soutien individuel aux personnes LGBT, Tochka Oporo porte un plaidoyer auprès du Parlement pour la reconnaissance d'unions civiles entre personnes de même sexe, afin de donner une existence légale à tous les couples.

À LA RÉUNION, L'ARPSH AUX CÔTÉS DE TOUTES LES POPULATIONS CLÉS

Que ce soit lors de maraudes ou de permanences, l'Association réunionnaise de prévention des risques liés à la sexualité et aux harcèlements (ARPSH) se bat partout où le VIH circule à haute intensité.

Parmi les publics ciblés par l'ARPSH, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH). Outre deux permanences mensuelles de dépistage par Trod (test rapide d'orientation diagnostique) dans son local de Saint-Denis, l'association mène quatre maraudes par mois, nocturnes ou diurnes, sur trois lieux de rencontre extérieurs: la plage de la Souris-Chaude et les sites de Gillot et de la Jamaïque.

«Notre public est fidèle et nous connaît très bien. Notre véhicule étant accidenté, nous avons été empêchés de dépister par Trod en 2024, mais nous avons distribué des autotests, en moyenne quatre à cinq par sortie», indique Jason Imache, animateur de prévention et chargé de projet. En tout, 1129 personnes ont été sensibilisées par l'association au cours de

ses actions. Elle recourt également à des maraudes numériques sur des sites de rencontre, y diffusant ses messages de prévention et d'appel au dépistage.

Également ciblé-es par l'ARPSH, les travailleur-euses du sexe, dans le Nord et, plus récemment, dans l'Est de l'île. Là aussi, l'association alterne, les vendredis soir, entre permanences dans ses locaux et maraudes sur le terrain. Lors de ses sorties, l'ARPSH est, une fois sur deux, accompagnée par une équipe du CeGIDD Nord-Est de la Réunion, en vue d'un dépistage du VIH, des hépatites et des IST.

L'ARPSH intervient également auprès des détenu-es du centre pénitentiaire de Domenjod et du centre de détention du Port. Elle y anime des ateliers de prévention pour cinq à six détenu-es, qui au bout

de quelques séances animeront leur propre stand de prévention, sensibilisant à leur tour leurs codétenu-es. Autre levier d'action, la préparation à la sortie de prison, moment à risque élevé de contamination. *«Nous délivrons une carte de prise en charge, qui leur indique où se rendre pour un dépistage et, pour les femmes, où effectuer un suivi gynécologique et où se faire prescrire une contraception»*, explique Marthe de Laclos, vice-présidente de l'ARPSH.

À PARIS, LE BUS DES FEMMES VEILLE SUR LA SANTÉ DES TRAVAILLEUSES DU SEXE

Alors que ces personnes subissent précarisation et hausse des violences, le Bus des femmes multiplie les actions de prévention et les occasions de dépistage.

De jour ou de nuit, le bus de l'association effectue cinq maraudes hebdomadaires, sillonnant divers sites de prostitution de Paris et de la petite couronne. Animées par une médiatrice de santé, elle-même épaulée par des stagiaires et des bénévoles issues de la communauté, ces actions d'«aller vers» sont notamment l'occasion de proposer préservatifs et gels lubrifiants, mais aussi autotests et kits d'hygiène intime. En 2024, l'association a rencontré 765 personnes lors de ses maraudes, pour un total de 970 entretiens en santé abordant tous types de problèmes (VIH, santé mentale, etc.).

Une fois par mois, l'association Aremedia se joint à une maraude, proposant un dépistage du VIH, des IST et des hépatites. *«Nous changeons de lieu tous les mois*

afin de dépister le plus de monde possible sur un maximum de territoires», explique Béatrice Maraillet, directrice du Bus des femmes. Chaque mercredi après-midi, l'équipe du Checkpoint Paris assure par ailleurs une permanence en santé sexuelle dans les locaux de l'association, en vue de dépistages, de consultations gynécologiques, de vaccinations contre le HPV ou de mises sous PrEP.

Face à une précarisation et à une recrudescence des violences sexuelles, les besoins préventifs ne cessent de s'accroître. *«Depuis le Covid-19, les temps sont durs pour ces personnes, et de plus en plus de clients demandent à le faire sans protection. Les femmes sont souvent obligées d'accepter, parce qu'il leur faut bien survivre»*, déplore Béatrice Maraillet.

En interdisant aux clients de recourir aux services de travailleur-euses du sexe, la loi d'avril 2016 contribue à les invisibiliser et les surexpose au «sans préservatif» et aux violences. À la nécessité d'une prévention des risques sexuels s'ajoute celle d'une prise en charge en santé mentale, que le Bus des femmes propose en partenariat avec une équipe mobile psychiatrie-précarité, en maraude ou lors de permanences dans ses locaux.



Accès aux soins

Fin décembre 2023, 23% des personnes vivant avec le VIH dans le monde n'avaient pas accès au traitement antirétroviral. Chez les 0-14 ans, cette proportion s'élève à 43%. Malgré les progrès incontestables réalisés ces vingt-cinq dernières années dans l'accès aux soins, celui-ci demeure profondément inégalitaire. Aux disparités Nord-Sud s'ajoute le poids de la précarité, de l'éloignement des centres de santé et de la stigmatisation.

Depuis sa création, Sidaction s'engage aux côtés de ses partenaires afin que chaque personne ait accès aux soins nécessaires, bien au-delà du seul traitement antirétroviral. En France métropolitaine, en outre-mer ou en Afrique, l'association soutient des initiatives promouvant une prise en charge globale, inclusive et respectueuse des différences.

À PARIS, BASILIADE LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH

Si la trithérapie permet de contrôler le virus, elle est sans grand secours contre la précarité qui affecte de nombreuses personnes vivant avec le VIH. À Paris, l'association Basiliade se bat pour répondre à l'urgence sociale, toujours plus aiguë.

Parmi les centres parisiens gérés par Basiliade, la maison Uraca, dans le quartier de la Goutte-d'Or (18^e arrondissement), accueille principalement des personnes migrantes, vivant ou non avec le VIH. *«Ce sont des personnes le plus souvent sans droits et sans papiers qui galèrent sur tous les sujets»,* explique Didier Arthaud, président de Basiliade. *«Elles n'ont pas d'argent, pas d'hébergement; ce sont des situations très complexes.»*

À Uraca, les personnes reçoivent un *«accueil inconditionnel»*, avec une attention particulière portée aux patients atteints de maladies chroniques (VIH, drépanocytose). Outre une aide à l'ouverture des droits et à la recherche

d'un hébergement, la maison Uraca propose un accompagnement en ethnopsychiatrie et une médiation en santé, en particulier par des interventions auprès des hôpitaux Bichat et Lariboisière (Paris). Cette médiation a notamment trait aux situations difficiles que peuvent traverser les bénéficiaires, telles que le refus de soins et la fin de vie.

Située dans le 11^e arrondissement, la maison Chemin vert dispose, quant à elle, de divers types d'hébergement: appartements de coordination thérapeutiques, appartements relais et hébergements de stabilisation. Résidentes ou non, les personnes en grande précarité y bénéficient d'un accompagnement administratif et/ou médical,

et peuvent assister à des ateliers (nutrition, prévention, vie affective et sexuelle, etc.).

Quant au lieu d'accueil Béranger, situé dans le 3^e arrondissement, il propose des moments de convivialité autour de repas partagés, préparés par les bénéficiaires, à raison de trois fois par semaine. Signe d'une précarité croissante, particulièrement depuis le Covid-19, l'aide alimentaire y est à la hausse. Outre les repas partagés, *«nous distribuons de plus en plus de colis alimentaires, à raison de deux fois par semaine, pour nos familiers, nos résidents et les bénéficiaires d'associations partenaires»*, indique Didier Arthaud.



AU CAMEROUN, HORIZONS FEMMES S'ENGAGE CONTRE LES IST

En 2024, l'association camerounaise Horizons Femmes a mené une intense campagne de dépistage et de traitement des IST et de l'hépatite B parmi les travailleuses du sexe de Yaoundé. Malgré des résultats très encourageants, cette action est compromise par le retrait de l'aide américaine.

Fondée en 2005, Horizons Femmes agit auprès des femmes vulnérables, en particulier les travailleuses du sexe (TDS), assurant dépistage, prévention, mise sous traitement antirétroviral et lutte contre les violences sexuelles. «*Au Cameroun, où la prostitution est criminalisée, la prévalence d'infection par le VIH chez les TDS atteint 18%, contre 2,7% en population générale*», rappelle Denise Ngatchou, présidente de l'association.

Au-delà du VIH, d'autres maladies sexuellement transmissibles ont connu une forte recrudescence début 2023 au sein des TDS, atteignant des prévalences de 10,24% pour la syphilis et de 9,49% pour l'hépatite B. En 2024, Horizons Femmes a œuvré pour le dépistage et la prise en charge des IST (syphilis, chlamydia) et de l'hépatite B.

Menée au *drop-in center* («centre d'accueil» en français) de l'association, cette campagne a largement trouvé écho auprès de la population ciblée, incluant TDS, clients et personnes vivant avec le VIH. Alors qu'Horizons Femmes tablait initialement sur 600 tests, 1016 dépistages de l'hépatite B et 934 de la syphilis ont été pratiqués au cours de l'année. De même, 45 personnes, non porteuses du virus de l'hépatite B, ont bénéficié d'une vaccination anti-VHB.

L'association a par ailleurs participé aux frais de prise en charge de l'hépatite B (consultation avec un gastroentérologue et examens biologiques) pour 32 personnes testées positives, soit 80% de l'objectif. Malgré cette proposition d'accompagnement, certains bénéficiaires n'ont pas pu accéder à cette prise en charge,

signe de la grande précarité de ce public. «*Les coûts sont élevés et notre budget ne nous permettait pas de prendre en charge l'ensemble du bilan*», explique Denise Ngatchou.

Malgré ces résultats très encourageants, signes d'un important besoin médical, Horizons Femmes fait partie des associations africaines les plus lourdement affectées par le retrait de l'aide américaine. «*Cette décision nous touche très directement et de nombreuses incertitudes planent sur notre avenir*», ajoute la présidente de l'association, forcée de reformater ses actions.



À DJIBOUTI, FOURNIR UNE AIDE NUTRITIONNELLE AUX ENFANTS DE FEMMES VIVANT AVEC LE VIH

L'association djiboutienne Solidarité féminine fournit depuis 2010 du lait maternisé aux enfants nés de mères vivant avec le VIH. Un lien qui lui permet de garantir l'accès aux soins pédiatriques et de maintenir ces femmes dans le soin.

Créée en 1995, Solidarité féminine accompagne les femmes en situation de précarité, dont celles vivant avec le VIH. En 2010, l'association est devenue la première – et demeure l'unique – structure du pays à proposer une aide nutritionnelle aux enfants nés de mères vivant avec le VIH, dont elle assure les besoins en lait maternisé pour une durée de deux ans, à raison de huit boîtes par mois. Solidarité féminine épaulé désormais autour de 45 couples mères-enfant.

Ces «couples» «*cumulent énormément de vulnérabilités, vivent dans des conditions souvent déplorables*», constate la D^r Emma Acina, pédiatre et fondatrice de Solidarité féminine. En 2024, l'association a mené

une enquête auprès de 32 femmes bénéficiant de cette aide nutritionnelle. Parmi elles, 27 ne disposaient pas d'eau courante à leur domicile et 18 n'avaient pas accès à l'électricité.

Solidarité féminine s'appuie notamment sur une équipe de huit accompagnant-es psychosocial-es. Si la plupart sont rattachés à des centres communautaires de la ville de Djibouti, l'une exerce dans la principale maternité de la ville. Cette accompagnante fournit aux femmes démunies des vêtements et des draps de lit pour l'hôpital, ainsi que des brassières et des serviettes pour le nourrisson. Après la naissance, elle oriente les jeunes mères vers le cabinet de la D^r Emma Acina, qui initie

le suivi pédiatrique et met ces mères en contact avec l'association.

Par l'aide nutritionnelle qu'elle apporte, Solidarité féminine consolide le lien avec ses bénéficiaires, ce qui favorise leur suivi médical et leur éducation thérapeutique. «*Ces mamans sont souvent fatiguées, mais nous n'avons que de beaux bébés. Quand nous en avons les moyens, nous leur donnons aussi des vivres pour elles-mêmes. Elles tiennent à ce que ce programme continue*», constate la D^r Emma Acina. Selon l'étude, 19 des 32 femmes interrogées seraient dans l'impossibilité d'acheter elles-mêmes le lait maternisé et cinq n'y parviendraient qu'en se faisant aider par leurs voisins.

EN GUYANE, LE GUICHET UNIQUE DE RUE ALLIE SOUTIEN ADMINISTRATIF ET PREVENTION

AGRRRR, association guyanaise de réduction des risques est une structure de santé communautaire orientée vers les usage-ères de drogues. Opérant aussi bien dans les rues de Cayenne qu'en milieu festif, elle a lancé, en 2022, un dispositif innovant: le Guichet unique de rue, qui propose divers services, dont la prévention et le dépistage.

D'abord lancé à Cayenne, puis étendu, en 2024, à la ville voisine de Matoury, le Guichet unique de rue (GUR) constitue une «*plateforme itinérante mobile*», précise Christina Pelé, en charge du projet. «*Nous cibons les quartiers prioritaires, ceux dont les habitants vivent dans des conditions de précarité.*»

«*L'idée du GUR est de proposer les mêmes services qu'un accueil de jour, inexistant en Guyane, mais hors les murs*, explique-t-elle. Chaque mois, nous créons un nouvel espace d'accueil et de soutien, de manière ponctuelle, toujours dans un lieu différent.» D'où des publics également variables. «*À Cayenne, nous rencontrons surtout des usage-ères de drogues, qui connaissent déjà l'AGRRRR*, affirme Christina Pelé. À Matoury, il s'agit surtout de familles vivant

de santé et soutenu par Sidaction. «*Ces associations proposent un dépistage par Trod [test rapide accompagné la personne en fonction des résultats]*, rapporte Christina Pelé.

Regroupant plusieurs associations actives en Guyane, ce village mobile propose divers services, tels que, entre autres, une aide aux démarches administratives, un espace bien-être avec soins du corps, du soutien juridique, de la médiation sociale ou encore des stands de dépistage et de prévention en santé sexuelle. Le tout ponctué de moments de convivialité, avec pauses-café, collations et animations musicales.

En matière de santé, trois associations interviennent au GUR, à savoir la Croix-Rouge, le Planning familial et le réseau Kikiwi, fondé en 2005 par des professionnels

de santé et soutenu par Sidaction. «*Ces associations proposent un dépistage par Trod [test rapide accompagné la personne en fonction des résultats]*, rapporte Christina Pelé.

En 2024, le GUR s'est momentanément absenté de Cayenne, n'opérant plus qu'à Matoury. En cause, l'arrivée massive de migrant-es, sans domicile. «*Cela nous a un peu bousculés: nous nous sommes retrouvés face à une situation qui était devenue humanitaire, [correspondant] moins à nos missions*», indique Christina Pelé. La situation s'est normalisée à la suite de la construction d'hébergements d'urgence, ouvrant la voie à un retour prochain du GUR à Cayenne.

Défendre les droits de tous

En 2024 comme en 1981, le VIH demeure un marqueur d'inégalité sociale, frappant en premier lieu les populations les plus vulnérables, les plus précaires, les plus discriminées. Au Nord comme au Sud, Sidaction soutient des projets luttant contre ces injustices.

En 2024, Sidaction est venue en aide aux activistes et aux bénéficiaires de plusieurs associations africaines partenaires, victimes de violences LGBTphobes. En France, par son plaidoyer, elle a œuvré pour la mise en place effective de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (Evars) dans les établissements scolaires, un outil qui donne aux jeunes générations les clés pour se protéger du VIH et des discriminations. Par ses actions, Sidaction marque son engagement pour l'égalité, la dignité et le respect des différences.

PROMOUVOIR LE PLAIDOYER DES JEUNES AFRICAINS VIVANT AVEC LE VIH

Lancé en 2024, le projet Passerelles vient clore un programme de dix ans mené pour les adolescent-es et jeunes vivant avec le VIH d'Afrique de l'Ouest et centrale. Parmi elles et eux, 13 «jeunes ambassadeur-rices» porteront le plaidoyer pour cette population, longtemps négligée.

Après ADO (2017-2019) puis ADOS 2 (2020-2023)¹, place à Passerelles. Cofinancé par l'Initiative/Expertise France et Sidaction, ce projet d'une durée de quatre ans vise à mieux répondre aux besoins des enfants, des adolescent-es et des jeunes vivant avec le VIH. Pour Sidaction, il constitue la dernière étape, avant le passage de relais au réseau Grandir ensemble, qui regroupe 18 associations partenaires dans 11 pays d'Afrique.

Axe central, la formation d'équipes soignantes à la prise en charge spécifique des enfants, des adolescent-es et des jeunes vivant avec le VIH. Par ailleurs, ces différents projets ont permis de former des jeunes vivant avec le VIH à devenir 'jeunes ambassadeur.rice.s' de la lutte contre le VIH. *«Leur rôle est d'assurer un plaidoyer auprès des instances de décision, au niveau*

national, régional ou international», explique Soumeya Rahli, responsable de la thématique Enfants et adolescent-es à Sidaction et coordinatrice du projet Passerelles.

Aux premier.ère.s ambassadeur-rices désigné-es en 2019 et 2020, ont succédé, à la suite d'un appel à manifestation d'intérêt lancé en 2024, 13 nouveaux jeunes, âgés de 18 à 25 ans. En octobre, ils et elles ont suivi une première formation assurée par Sidaction, les familiarisant à la prise de parole en public et à la maîtrise des outils et des techniques de plaidoyer.

Quant aux ancien-nes ambassadeur-rices, auxquels Sidaction a proposé une formation pour devenir formateur.rice.s en plaidoyer, leur chemin ne s'arrête pas là. Selon Anaïs Saint Gal, responsable du plaidoyer

de Sidaction, *«ils et elles jouent un rôle de transmission. Ils passent le relais aux nouveaux-elles ambassadeur-rices, mais forment aussi de nouveaux jeunes dans leur pays, afin d'assurer la poursuite de la lutte et de continuer à porter haut la parole de leur génération.»*

Parmi les nouveaux-elles ambassadeur-rices, Paternine Akossinou, étudiant béninois de 23 ans et militant à l'association Racines, souhaite mener la lutte contre les discriminations et pour la santé mentale, sujet encore peu pris en compte. *«Pour moi, c'est une chance de porter les problèmes que les jeunes vivant avec le VIH rencontrent au Bénin. Car malgré de récentes avancées, il leur est difficile de faire entendre leur voix. Nous avançons, dans l'espoir que cela change dans les prochaines années.»*

¹ Désigné par le diminutif d'«Ados» phase 1 et 2, ce projet s'intitule «Formation et empowerment pour un accompagnement renforcé des adolescent-es et jeunes filles infecté-es ou affecté-es par le VIH».



SIDACTION, ENGAGÉE POUR LA MISE EN PLACE DE L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ

En 2024, Sidaction a poursuivi son action de plaidoyer en faveur de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (Evars). Mené dans le cadre d'un collectif interassociatif, ce combat s'est révélé gagnant, avec la publication en janvier 2025 du premier programme scolaire officiel.

Promulguée en juillet 2001, la loi Aubry-Guigou prévoit la mise en place de trois séances annuelles d'Evars, du CP à la terminale. Le compte est loin d'y être: selon un rapport publié en juillet 2021 par l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (Igesr), seuls 20% des collégiens bénéficient effectivement de ces trois séances. Pourtant, les besoins n'ont jamais été aussi importants: 36% des 18-24 ans pensent qu'une femme peut prendre plaisir à être humiliée ou injuriée, 31% des moins de 24 ans s'estiment mal informés sur le VIH/sida (+20% par rapport à 2009)².

En 2024, Sidaction s'est de nouveau mobilisée pour la mise en place effective de cet enseignement, vivement attaqué par les milieux réactionnaires. Membre d'un collectif interassociatif engagé pour l'Evars, Sidaction a porté ce plaidoyer auprès du grand public et des politiques. En octobre, un argumentaire des moyens financiers nécessaires à l'application de ce programme a été adressé aux députés. Ce dernier listait les différents besoins relatifs au pilotage national, à la formation du personnel, à l'élaboration de supports éducatifs ou encore à la communication auprès du grand public.

À l'occasion du 1^{er} décembre, Journée mondiale de lutte contre le sida, Sidaction a dévoilé le site sidaxxxion.fr, qui détourne les codes de vidéos diffusées sur des sites pour adultes afin d'aborder les sujets du consentement, de la tolérance, de l'orientation sexuelle et de la prévention. Pour Hélène Roger, directrice du pôle Analyse et plaidoyer à Sidaction, «ce site permet d'interpeler le public sur l'importance des cours d'Evars pour contrer l'influence de la pornographie chez les jeunes. De plus, il est désormais utilisé pour ouvrir les discussions sur le sujet lors d'interventions en milieu scolaire, ce que nous n'avions pas anticipé!»

ÉPAULER LA COMMUNAUTÉ LGBT AFRICAINE CONFRONTÉE AUX VIOLENCES

Face à la vague homophobe et transphobe qui a déferlé en 2024 sur plusieurs pays d'Afrique, Sidaction a, à plusieurs reprises, apporté son soutien à des activistes ou des bénéficiaires d'associations partenaires, victimes de violences et/ou d'arrestations.



Désormais sous gouvernement militaire, le Mali et le Burkina Faso ont adopté, en 2024, des lois pénalisant l'homosexualité. Par ailleurs, d'autres pays d'Afrique de l'Ouest et centrale, à savoir la Côte d'Ivoire et le Cameroun, sont entrés en période de campagne présidentielle, contexte politique généralement propice à la propagande anti-LGBT. Fin 2024, la Côte d'Ivoire a ainsi connu une campagne «anti-woubis» (terme péjoratif désignant les hommes homosexuels et les personnes transgenres), au cours de laquelle des homosexuels ont été dénoncés sur les réseaux sociaux, et ont subi des violences physiques et verbales.

² Enquête «Les Français et les représentations sur le viol et les violences faites aux femmes», réalisée par l'institut Ipsos pour l'Association mémoire traumatique et victimologie (AMTV), 2022. Sondage «Les jeunes et le VIH», réalisée par l'Ifop pour Sidaction, 2022.

Plusieurs activistes et bénéficiaires d'associations communautaires africaines, partenaires de Sidaction, en ont fait les frais. «Sidaction a octroyé plusieurs aides d'urgence pour protéger les activistes, le plus souvent transgenres, victimes d'agressions ou d'arrestations arbitraires. Ces aides ont permis de couvrir les frais médicaux et de mettre à l'abri les personnes qui se sont fait violenter,

ou de couvrir les frais juridiques pour celles qui ont été arrêtées», explique Sandrine Fournier, directrice du pôle Financement des associations.

Entre autres exemples, celui des 13 membres et usager-ères de l'association Alternative Cameroun, qui œuvre auprès de la communauté LGBT de Douala, arrêté-es en octobre, pour des motifs aussi fallacieux

que traite d'êtres humains, exercice illégal de la médecine, homosexualité et détournement de mineurs. Bien que l'association ait présenté tous les éléments prouvant la légalité de ses activités, quatre membres ont été placés en détention provisoire, tandis que trois autres ont été libérés sous caution. Sidaction est rapidement intervenue pour participer aux frais juridiques.

SOUTENIR LES ASSOCIATIONS, SOUS FORTE PRESSION BUDGÉTAIRE

Soumises à une baisse des subventions publiques, les associations de lutte contre le sida doivent affronter de fortes contraintes budgétaires. En décembre, le Gaps a ainsi dû définitivement cesser ses activités.

Le 20 décembre, le Groupement d'aide psychologique et social (Gaps), association bordelaise créée en 1988 et partenaire de longue date de Sidaction, a fermé ses portes. En cause, la décision de l'Agence régionale de santé (ARS) de Nouvelle-Aquitaine de mettre fin à ses subventions, qui représentaient deux tiers de son budget.

En 2023, 434 personnes vivant avec le VIH bénéficiaient de l'accompagnement du Gaps, lequel incluait des assistantes sociales, un chargé d'insertion, des médiatrices de santé et des psychologues. Selon l'ARS, en pleine refonte de sa politique de santé publique, l'accompagnement spécifique de ces usager-ères n'est plus une nécessité, ces personnes pouvant très bien bénéficier des dispositifs de droit commun. Mobilisée pour la défense du Gaps, Sidaction a participé, le 19 décembre à Bordeaux, à la manifestation de soutien et aux échanges avec des responsables de l'ARS.

Afin de garder une trace de cette belle expérience associative, le Gaps et Sidaction ont lancé, fin 2024, un travail de capitalisation, reposant sur des entretiens avec des bénéficiaires et le personnel de l'association, des photos et des œuvres d'art-thérapie. Pour Hélène Roger, directrice du pôle Analyse et plaidoyer de Sidaction, «il s'agit de rappeler l'histoire

du Gaps, mais aussi de lancer un appel à défendre un modèle d'accompagnement de grande qualité, entièrement tourné vers les besoins des personnes. Ce modèle est désormais remis en cause au motif qu'il coûterait cher, alors qu'il est le plus efficace».

Sur fond d'austérité budgétaire, ce désengagement de l'État est à l'œuvre partout. Parmi les associations partenaires de Sidaction, nombreuses sont celles qui connaissent une baisse de leurs subventions publiques, mettant en péril leurs actions, voire leur existence. Plusieurs ARS ont d'ores et déjà annoncé aux associations qu'elles mettraient prochainement fin aux subventions relatives à l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (Evars).

À cette baisse généralisée des financements, s'est ajouté un autre coup dur. En août, l'État a autorisé l'extension de la prime Ségur aux salariés du secteur social et médicosocial privé, qui englobe les associations. Ce qui oblige ces dernières à revaloriser leurs salariés à temps plein, à hauteur de 183 euros net par mois, soit 248 euros brut hors charges patronales, sans aucun soutien financier. Si l'intention est louable, l'absence de compensation par l'État, malgré les engagements initiaux du gouvernement, plonge

les associations dans de grandes difficultés, au risque d'obliger certaines à réduire leur nombre de salariés pour atténuer cette hausse de masse salariale.

Face à l'étranglement budgétaire, les associations peuvent compter sur le soutien de Sidaction. Outre le versement d'aides d'urgence face à des besoins ponctuels, Sidaction mène des actions de plaidoyer pour que le financement des associations demeure à la hauteur des besoins.

Former et échanger

Depuis les débuts de l'épidémie, la lutte contre le VIH s'est construite par des débats constants entre associations, personnes vivant avec le VIH, chercheurs et médecins. Cette approche, moins verticale, a contribué à une amélioration des pratiques et de l'accompagnement des personnes. Plus de quarante ans après, c'est un dialogue qui demeure crucial afin d'enrichir nos façons de voir et des actions toujours plus innovantes. À l'interface entre associations et monde scientifique, Sidaction se donne pour mission de favoriser ce partage d'expériences et de pratiques, au Nord comme au Sud.

Face à des connaissances en constante évolution, il est tout aussi essentiel, pour les associations comme pour les médecins et les chercheurs, de mettre régulièrement son savoir à niveau. Là encore, Sidaction mène des actions de formation, toujours dans l'objectif d'améliorer l'accès à la prévention, au dépistage et aux soins des personnes vivant avec le VIH.

TROUVER DES SOLUTIONS POUR LES PERSONNES VIEILLISSANT AVEC LE VIH

Les 19 et 20 septembre, Sidaction organisait ses troisièmes journées de mutualisation «Bien vieillir avec le VIH», regroupant associatifs, personnes concernées, chercheurs et professionnels de santé.

Du fait de l'allongement de l'espérance de vie, 57% des PVVIH en France étaient âgées de plus de 50 ans en 2020, une proportion vouée à croître au cours des prochaines années. Conséquence directe des bénéfices de la trithérapie, cette évolution pose de nombreux enjeux, sociaux et médicaux. Depuis 2018, Sidaction anime le groupe de travail «Bien vieillir avec le VIH», qui réunit associatifs, médecins et chercheurs, à l'origine de recommandations émises en 2023.

Publiée en 2024, une étude conduite par un collectif de 11 associations (dont Sidaction) sur 425 séniors vivant avec le VIH révèle que 53,1% d'entre eux vivent avec moins de 1500 euros par mois, bien que 64% n'aient pas atteint l'âge de

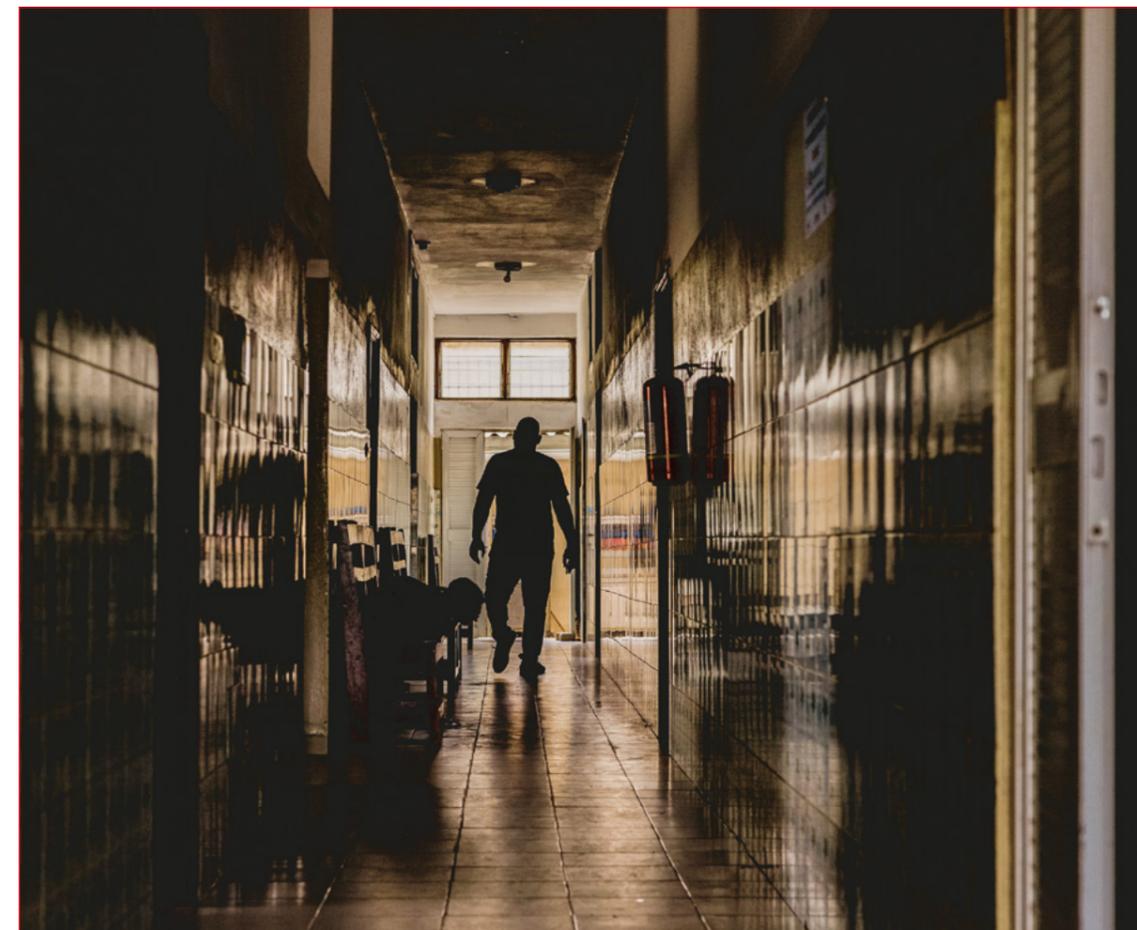
la retraite. Près de 60% déclarent mener une vie moyennement, peu ou pas épanouie et 24,9% indiquent n'avoir personne sur qui compter pour les accompagner en cas d'hospitalisation.

Parmi les thèmes abordés lors des journées de mutualisation «Bien vieillir avec le VIH», la coordination des soins – qui fait encore défaut, bien que 70% des séniors vivant avec le VIH soient atteints de comorbidités, selon l'étude interassociative. Autre sujet, l'habitat: si des pistes existent, notamment en termes de maintien à domicile et d'habitat partagé, elles exigent des financements, pour l'instant disparates.

Quant aux établissements d'hébergement pour personnes

âgées dépendantes (Ehpad), «c'est la solution la moins privilégiée par les personnes, mais certaines situations ne laissent pas le choix», explique Julia Roy, responsable de programmes associatifs à Sidaction. *C'est un sujet sur lequel nous travaillons avec le groupe de travail, afin de sensibiliser les professionnels des Ehpad à la nécessité d'un accueil sans discrimination.»*

Consacrée aux actions du groupe de travail «Bien vieillir avec le VIH», la deuxième journée a poussé la réflexion en vue d'un plan d'action de plaidoyer. Notamment auprès des politiques et des autorités sanitaires, afin que les recommandations du groupe, élaborées en 2023, se traduisent par des actes concrets.



EN OUTRE-MER, FLUIDIFIER LE PARTAGE D'EXPÉRIENCE ENTRE ASSOCIATIONS

En 2024, le RésOM, réseau des associations ultramarines partenaires de Sidaction, s'est doté de trois groupes de travail thématiques, sur les LGBT, les travailleur·euses du sexe et l'accompagnement. Par cette organisation, il s'agit d'approfondir les échanges entre les membres du réseau afin de faire émerger une expertise locale sur ces sujets.

Parmi les départements français les plus touchés par l'épidémie de VIH, les territoires d'outre-mer présentent de nombreux points communs: populations souvent plus précaires, migrations plus nombreuses, niveau d'études globalement moindre, exacerbation des violences basées sur le genre, manque d'infrastructures de santé. Or, malgré ces similarités, les associations ultramarines de lutte contre le VIH, séparées par des milliers de kilomètres, ont peu d'occasions d'échanger.

C'est de ce constat qu'est né, début 2022, le RésOM, regroupant l'ensemble des associations d'outre-mer partenaires de Sidaction, dans l'objectif de trouver des réponses communes face à des problématiques similaires. En 2024, ce réseau interassociatif s'est doté de trois groupes de

travail, portant sur des thèmes identifiés de première importance par les associations: «LGBT, croyance, culture et santé»; «Travailleur·euses du sexe [TDS], précarité et sexe transactionnel» et «Accompagnement des PVVIH, migration et vivre avec».

Selon Frédérique Viaud, coordinatrice du RésOM au sein de Sidaction, «l'objectif de ces groupes est que chaque membre repère qui détient une expertise au sein du réseau afin de trouver une réponse à ses questions». Et ce, en vue d'une expertise thématique spécifique, portée par et pour les acteurs des outre-mer, tout en établissant des ponts avec des «acteurs inspirants», aussi bien sur les questions des TDS, des LGBT que des migrants».

Parmi ces «acteurs inspirants», membres du réseau de Sidaction,

figurent des associations métropolitaines, mais aussi d'Afrique – dont l'outre-mer partage de nombreuses représentations culturelles. Lors de sa première réunion, en mars 2024, le groupe LGBT a ainsi pu échanger avec Chanelle Kouankep, directrice de TransAmical, association camerounaise de soutien aux personnes transgenres.

Quant au thème de l'accompagnement des PVVIH, il est particulièrement crucial dans les régions ultramarines. «Les conditions de vie y sont très précaires pour ces personnes et l'accès aux soins demeure difficile, d'où un état de santé souvent dégradé, précise Frédérique Viaud. Les comorbidités et la précarité sont au cœur des problèmes de l'outre-mer.»

AMÉLIORER LE DÉPISTAGE DU CANCER DU COL EN AFRIQUE

Cofinancé par L'Initiative-Expertise France, porté par Sidaction, le projet Agir, mené au Burundi et en RDC, visait notamment à faire émerger une offre, jusqu'alors inexistante, de dépistage et de traitement des lésions précancéreuses du col de l'utérus. Pari réussi.

Lancé en janvier 2022, officiellement achevé le 31 décembre 2024 – avec un prolongement de trois mois –, le projet Agir pour la santé sexuelle des jeunes et des personnes vivant avec le VIH a inclus 12 centres du Burundi, dont cinq de l'Association de soutien aux séropositifs et aux malades du sida (ANSS) et sept hôpitaux publics. En République démocratique du Congo (RDC), deux sites de l'association SOS sida et deux centres publics de santé y ont participé.

Parmi les objectifs du projet, améliorer l'accès au dépistage et au traitement des lésions

précancéreuses du col de l'utérus dans ces deux pays. En Afrique subsaharienne, le cancer du col, lié au papillomavirus humain (HPV), constitue 24% des cas de cancers féminins. Et les femmes vivant avec le VIH ont cinq fois plus de risque de développer une forme invasive.

«Au Sud-Kivu [région d'implantation de SOS sida], aucun site ne proposait de dépistage du cancer du col. Idem au Burundi, où notre projet en a toutefois suscité d'autres: nous avons ouvert des portes», estime Olivia Sylla, responsable du continuum des soins à Sidaction. Dès 2023, 34 soignant·es (médecins,

infirmier·ères, sages-femmes) issus des 16 centres participants ont été formé·es par des experts gynécologues, eux-mêmes issus d'Afrique centrale.

À l'issue du projet, 6923 dépistages du cancer du col de l'utérus ont été réalisés sur l'ensemble des 16 sites, soit 47% de plus que l'objectif initial. Parmi eux, 8,9% ont révélé la présence de lésions précancéreuses, chez des femmes aussitôt traitées par thermo-coagulation. Les soignant·es ont aussi détecté des cancers avérés, traités par hystérectomie, seule option thérapeutique disponible dans les deux pays ciblés. Pour Olivia Sylla, «l'objectif est

de dépister en masse et de traiter les lésions précancéreuses avant que les femmes atteignent le stade du cancer déclaré».

Outre qu'il a ouvert la voie au dépistage du cancer du col en RDC

(Sud-Kivu) et au Burundi, «ce projet a également pour objectif d'intéresser les autorités de santé au HPV afin qu'elles l'incluent dans leur stratégie de santé», ajoute Olivia Sylla. Selon elle, le volontarisme des hôpitaux

qui ont participé à Agir constitue un argument de poids pour une généralisation à l'échelle des deux pays.

LA QUALITÉ DE L'ACCUEIL, PORTE D'ENTRÉE VERS LE SOIN

Améliorer la qualité de l'accueil pour favoriser l'accès au dépistage et au traitement: tel est l'objet d'un référentiel créé en 2024 par Sidaction et ses associations partenaires d'Afrique de l'Ouest et centrale.

S'il reste beaucoup à faire en matière d'accès au dépistage et au traitement dans les pays africains, l'objectif de l'Onusida des «3 × 95» (95% de PVVIH dépistés, 95% sous traitement et 95% avec une charge virale indétectable) semble enfin à portée – du moins le semblait, avant le gel de l'aide américaine. Ce qui pose, de manière plus aiguë, la question des 5% restants, celles et ceux qui, par éloignement géographique ou crainte de la stigmatisation, demeurent à l'écart des centres médicaux.

C'est notamment sur ces populations que Sidaction et son réseau d'associations partenaires souhaitent se concentrer, dans le cadre du programme Tremplins 2 (2024-2028), cofinancé par l'Agence française du développement (AFD). «Lors de cette deuxième phase, nous souhaitons agir sur la qualité de vie, mais aussi aller chercher les personnes les plus difficiles à trouver. Pour cela, il s'agit d'œuvrer à la qualité des services afin d'en faciliter l'accès», explique Anne Susset, coordinatrice des programmes internationaux à Sidaction.

Afin de répondre aux besoins des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH), des personnes transgenres, des usager·ères de drogues et des travailleur·euses du sexe, «les associations dont la file active était plutôt orientée vers la population générale ont souhaité s'ouvrir aux populations clés», ajoute Anne Susset. Or ces personnes présentent des problématiques spécifiques, notamment en termes de prise en charge médicale. Et les soignant·es ne sont pas tous formé·es à poser les bonnes questions, ni à offrir une attitude de non-jugement.»

À cette fin, Sidaction et son réseau de partenaires ont élaboré un référentiel «qualité de l'accueil», fruit d'un travail lancé lors d'un atelier de trois jours organisé en amont de la 12^e conférence Afravivh, qui s'est tenue en avril 2024 à Yaoundé, au Cameroun. Grâce à cet outil, achevé fin 2024, chaque structure peut poser son autodiagnostic, s'évaluant sur des éléments tels que environnement et organisation du centre médical, respect de la confidentialité ou encore communication avec les patient·es.

Cet outil, qui sera diffusé en 2025, a été testé avec succès par six associations partenaires de Sidaction. «Le référentiel a suscité

des discussions très intéressantes au sein des associations, au-delà des représentations très différentes que chacun peut avoir sur ces sujets», note Anne Susset. En outre, il permettra à Sidaction «d'avoir une vision plus précise des besoins de [ses] partenaires, afin de leur proposer des actions plus adaptées de renforcement de leurs capacités».



Transparence et indépendance, moteurs de l'action de Sidaction

Créée en 1994, Sidaction est devenue un acteur incontournable de la lutte contre le VIH. Que ce soit par le financement de programmes de recherche innovants, par le soutien d'associations françaises et étrangères, par son plaidoyer contre les discriminations et pour l'accès aux droits de santé, Sidaction s'engage sur tous les fronts. Deux principes fondamentaux président à tous ses choix: la transparence et l'indépendance.

Pour Sidaction, il est essentiel que chaque euro, qu'il soit versé par le grand public, les entreprises, les mécènes ou encore les institutions publiques, soit utilisé de manière optimale et en toute clarté. Pour cela, l'association s'appuie sur trois comités d'experts indépendants (scientifique et médical, France, international), chargés de sélectionner les projets qui bénéficieront d'un soutien financier. Ces projets doivent répondre à des critères stricts, en termes d'intérêt pour la lutte contre l'épidémie et de bénéfices tangibles pour les personnes vivant avec le VIH.

Au-delà du financement, Sidaction apporte à ses associations partenaires un soutien technique, afin de les aider à se structurer, à renforcer leurs capacités et à faire entendre leur voix auprès des décideurs et du grand public. Ce lien fort avec ses partenaires est la marque du réseau Sidaction et la garantie d'un impact durable contre l'épidémie.

Sidaction est soutenue financièrement dans ses actions par



I. COLLECTER DES FONDS

Sidaction récolte des fonds lors du Sidaction médias, organisé fin mars-début avril, et tout au long de l'année (mailings, événements, dons ponctuels ou réguliers).

2. IDENTIFIER DES AXES STRATÉGIQUES

Épaulés par les équipes salariées de Sidaction, les trois comités d'experts indépendants définissent les priorités des appels à projets, qui sont ensuite validés par le conseil d'administration.

3. SÉLECTIONNER DES PROJETS

Les salariés de Sidaction s'assurent de l'éligibilité des projets scientifiques et associatifs soumis, au regard des critères et des objectifs des appels d'offres. Les équipes préparent les éléments sur lesquels les comités d'experts s'appuieront afin d'évaluer les demandes et émettre des propositions de financement.

4. DISTRIBUER LES FONDS

Les trois comités d'experts indépendants sélectionnent les projets les plus pertinents et innovants. C'est sur la base de leurs propositions que le conseil d'administration décidera de l'allocation des financements finaux. Ce dernier est régulièrement informé du suivi des actions par les salariés de Sidaction.

5. S'ASSURER DE LA BONNE UTILISATION DES FONDS

L'équipe du pôle Gestion et finance de Sidaction contrôle la bonne utilisation des fonds alloués. En complément, Sidaction recourt à des cabinets d'audit indépendant afin de contrôler les associations et les structures de recherche. Les équipes de Sidaction effectuent des missions de suivi et de renforcement des structures soutenues afin d'optimiser l'impact des projets sur le terrain. Sidaction est elle-même audité tous les ans par un cabinet d'experts-comptables qui certifie ses comptes, garantissant ainsi du bon usage des dons.

Le mot du trésorier

LE BILAN FINANCIER DE L'ANNÉE 2024

L'association poursuit la consolidation de ses fonds propres. L'année 2024 se termine sur un excédent de 846 920€ et un résultat d'exploitation positif de 496 809€.

Cet excédent portera les fonds propres de Sidaction à un montant de 15 719 846€.

Les produits d'exploitation sont en hausse et s'établissent à 17 879 029€, contre 17 789 142€ en 2023. Cette hausse est essentiellement due à des subventions d'exploitation particulièrement importantes en 2024.

Les charges d'exploitation sont également en augmentation, à hauteur de 17 382 220€ en 2024, contre 16 914 467€ en 2023. Cette augmentation est principalement due à l'accroissement de coûts de missions sociales, notamment à l'étranger.

Les ratios d'utilisation des fonds sont à des niveaux usuels:

- la part consacrée aux missions sociales s'élève à 72,7% des emplois
- la part consacrée aux frais de recherche de fonds représente 19,6% des emplois
- la part consacrée aux frais de fonctionnement constitue 7,7% des emplois

Le contrôle d'utilisation des fonds:

Le contrôle d'utilisation des fonds est un axe prioritaire de Sidaction en tant que bailleur de fonds et en tant que bénéficiaire de financements externes, publics et privés.

En 2024, 30 structures – laboratoires de recherche ou associations ayant bénéficié du soutien financier de Sidaction – ont fait l'objet d'audits, dont 17 par le contrôle de gestion interne et 13 par des cabinets externes d'audit. Ces travaux de contrôle se sont avérés satisfaisants: ils n'ont pas mis en évidence d'anomalies particulières et aucun écart majeur n'a été constaté.

Perspectives 2025:

Des prévisions prudentes en termes de ressources ont été établies pour l'année 2025, en anticipant une baisse des dons qui pourrait être liée à la situation sociale en période d'incertitudes et une baisse des subventions publiques.

Le budget 2025, voté par le conseil d'administration en décembre 2024, projette un total de produits de 18,6 M€ et un total de charges de 19,8 M€.

Les financements versés aux partenaires de Sidaction (associations et équipes scientifiques) devraient s'élever à 7,8 M€ en 2025, soit une hausse conséquente par rapport à 2024 (+1,3 M€). Cette augmentation est essentiellement due au financement de nouveaux projets de recherche à hauteur de 1 M€ grâce à un appel à projets commun avec Aidsfonds, association basée au Pays-Bas et également financeur de projets de recherche et d'associations.

MARC MORTUREUX
Trésorier de Sidaction

Évolution des transferts financiers depuis 2012

L'ENSEMBLE DES MONTANTS SUIVANTS SONT EXPRIMÉS EN EUROS

TRANSFERTS FINANCIERS	Programmes scientifiques	Programmes internationaux	Programmes associatifs	Total
2012	3 880 154	4 138 523	3 901 117	11 919 817
2013	3 028 523	3 123 526	2 773 123	8 925 172
2014	2 891 026	2 652 482	2 546 200	8 089 709
2015	2 957 993	2 401 855	2 549 522	7 909 370
2016	2 779 434	2 210 303	2 307 867	7 297 604
2017	2 499 735	2 085 403	2 448 483	7 033 621
2018	2 363 550	2 091 433	2 559 342	7 014 325
2019	2 050 694	2 013 099	2 327 108	6 390 900
2020	1 997 841	1 938 781	2 017 000	5 953 622
2021	2 067 284	2 063 996	2 275 319	6 406 599
2022	2 331 400	1 769 261	2 204 380	6 305 041
2023	2 331 260	1 840 030	2 282 858	6 454 147
2024	2 249 809	1 890 677	2 381 002	6 521 488

Ressources collectées en 2024

RÉPARTITION PAR TYPE DE RESSOURCES CONFORMÉMENT AU COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION



Pour un total de **18 332 790 €**

Emplois des ressources

RÉPARTITION DE L'EMPLOI DES RESSOURCES COLLECTÉES CONFORMÉMENT AU COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION



Pour un total de **17 485 870 €**

Bilan Actif

ACTIF IMMOBILISÉ	Brut 2024	Amortissements et dépréciations	Net 2024	Brut 2023	Amortissements et dépréciations	Net 2023
Immobilisations incorporelles	755870	624205	131664	606089	557023	49066
Concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires	755870	624205	131664	606089	557023	49066
Immobilisations corporelles	1639604	530984	1108620	1633753	527994	1105759
Constructions	1090997		1090997	1090997		1090997
Installations techniques, matériel et outillage industriels	584607	530984	17623	542756	527994	14762
Immobilisations en cours	1050		1050			133437
Immobilisations corporelles en cours	1050		1050	133437		133437
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	1927794	0	1927794	1091700	0	1091700
Immobilisations financières	375902	0	375902	372472	0	372472
Participations et créances rattachées	311100	0	311100	311100	0	311100
Autres	64802	0	64802	61372	0	61372
Total (I)	4700220	1155190	3545031	3837451	1085017	2752433
ACTIF CIRCULANT	Brut 2024	Amortissements et dépréciations	Net 2024	Brut 2023	Amortissements et dépréciations	Net 2023
Stocks et en-cours	45066	0	45066	25734		25734
Créances	2210696	0	2210696	1214405		1214405
Créances clients, usagers et comptes rattachés	292040		292040	350140		350140
Créances reçues par legs ou donations	485410		485410	482522		482522
Autres	1433246		1433246	381742		381742
Valeurs mobilières de placement	7000000	0	7000000	7000000	0	7000000
Disponibilités	9237349		9237349	9048811		9048811
Charges constatées d'avance	329220		329220	372813		327813
Total (II)	18822331	0	18822331	17661762	0	17661762
TOTAL ACTIF	23522551	1155190	22367362	21499213	1085017	20414196

Bilan Passif

FONDS PROPRES	Exercice 2024	Exercice 2023	FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS	Exercice 2024	Exercice 2023
Fonds propres sans droit de reprise	46175	46175	Fonds reportés liés aux legs ou donations	2331067	1518581
Fonds propres statutaires	46175	46175	Total (II)	2331067	1518581
Réserves	14826752	13779691	DETTES	Exercice 2024	Exercice 2023
Autres	14826752	13779691	Dettes fournisseurs		
Report à nouveau	0	0	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1126966	1101841
Excédent ou déficit de l'exercice	846920	1047060	Dettes des legs ou donations	82137	55642
Total (I)	15719846	14872926	Dettes fiscales et sociales	1138736	1016296
			Autres dettes	0	3423
			Produits constatés d'avance	1968610	1845488
			Total (III)	4316449	4022689
			TOTAL PASSIF	22367362	20414196

Compte de résultat

PRODUITS D'EXPLOITATION	Exercice 2024	Exercice 2023	PRODUITS EXCEPTIONNELS	Exercice 2024	Exercice 2023
Cotisations	16260	16260	Sur opérations de gestion	0	3050
Ventes de biens et services	9939	26404	Total (V)	0	3050
Ventes de biens	9939	26404	CHARGES EXCEPTIONNELLES	Exercice 2024	Exercice 2023
Produits de tiers financeurs	17755007	17630867	Sur opérations de gestion	979	4000
Concours publics et subventions d'exploitation	3678234	2717610	Total (VI)	979	4000
Ressources liées à la générosité du public	13642424	14518393	RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	(979)	(950)
Dons manuels	11097555	11105066			
Mécénats	1285603	1375347			
Legs, donations et assurances-vie	1259266	2037981			
Contributions financières	434306	394864			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charge	0	0			
Utilisations des fonds dédiés	0	0			
Autres produits	97823	115612			
Total (I)	17879029	17789142			
CHARGES D'EXPLOITATION	Exercice 2024	Exercice 2023			
Variation de stock	(19332)	2775			
Autres achats et charges externes	6138140	6194880			
Aides financières	6521343	6456647			
Impôts, taxes et versements assimilés	327302	307639			
Salaires et traitements	2527865	2448382			
Charges sociales	1180030	1059241			
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	79383	34105			
Dotations aux provisions	0	0			
Reports en fonds dédiés	0	0			
Autres charges	627489	410796			
Total (II)	17382220	16914467			
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	496809	874675			
PRODUITS FINANCIERS	Exercice 2024	Exercice 2023			
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	139878	13780			
Autres intérêts et produits assimilés	313418	175817			
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	0	24943			
Différences positives de change	465	530			
Total (III)	453760	215070			
CHARGES FINANCIÈRES	Exercice 2024	Exercice 2023			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	29409	0			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	0			
Différences négatives de change	844	726			
Total (IV)	30253	726			
RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	423507	214345			
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV)	920317	1089020			
			CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Exercice 2024	Exercice 2023
			Dons en nature	24193	30856
			Prestations en nature	1254418	1149245
			Bénévolat	228069	213743
			Total	1506680	1393845
			CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Exercice 2024	Exercice 2023
			Mise à disposition gratuite de biens	24193	30856
			Prestations en nature	1254418	1149245
			Personnel bénévole	228069	213743
			Total	1506680	1393845

Annexes aux comptes de Sidaction

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

Description de l'objet social, des activités ou des missions sociales et des moyens mis en œuvre

D'après les statuts, l'association «*a pour but la lutte contre le sida par la collecte et la répartition de fonds destinés au financement de la recherche et des activités de prévention, d'entraide, d'amélioration de la qualité de la vie, et de soutien aux personnes atteintes par l'infection à VIH et/ou à leurs proches*».

Sidaction est un bailleur de fonds qui finance des projets de recherche et de soutien aux personnes vivant avec le VIH en France et à l'étranger, mais aussi un partenaire implantation de projets financés par des bailleurs publics et privés.

Pour cela, Sidaction se base sur sa collecte de fonds, ses financeurs publics et privés, son réseau de partenaires en France et à l'international, ses comités d'expert-es et instructeur-trices bénévoles, ainsi que sur une équipe salariée de 46 personnes.

Les faits significatifs de l'exercice

L'année 2024 n'a pas été marquée par un événement extérieur ayant pu avoir un impact négatif important sur la collecte ou le fonctionnement de l'association comme lors des années précédentes (crise sanitaire ou conflit en Ukraine). On peut noter néanmoins un impact modéré, mais réel, du cyclone ayant dévasté Mayotte sur la collecte de fin d'année et une incertitude économique et géopolitique pesant sur les ressources liées à la générosité du public.

Le Dîner de la mode a eu lieu le 25 janvier 2024 et la campagne de collecte du Sidaction médias s'est déroulée du 22 au 24 mars 2024. À cette occasion, un clip marquant les 30 ans de l'association, sur lequel l'artiste Mylène Farmer a posé sa voix, a permis une grande visibilité de Sidaction.

Les mesures d'économies annoncées pour le budget de l'État en matière d'aide publique au développement ont eu un impact sur le montant du financement finalement octroyé par l'Agence française de développement (AFD) pour le programme Tremplins.

Sidaction a contribué à l'organisation des États généraux des personnes vivant avec le VIH, événement à l'initiative de Aides et coélaboré avec 9 autres organisations qui s'est déroulé à Paris du 25 au 27 mai 2024.

Un partenariat a été conclu avec Aidsfonds, association basée aux Pays-Bas et également financeur de projets de recherche et d'associations, pour un appel à projets commun ciblé sur la rémission et la guérison du VIH (HIV Cure). Chacune des organisations a contribué à hauteur d'un million d'euros.

Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis et arrêtés selon la réglementation française en vigueur, notamment en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes:

- règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014, relatif au plan comptable général;
- règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode des coûts historiques dans le respect de la continuité de l'exploitation, de la permanence des méthodes et de la séparation des exercices.

Informations relatives au bilan

ACTIF

Immobilisations incorporelles

La durée réelle d'utilisation des immobilisations incorporelles est prise en compte comme base de calcul. Les durées d'amortissement sont donc les suivantes: 3 ans pour les immobilisations incorporelles.

DROITS, BREVETS, LICENCES

Total au 31/12/23	Acquisitions 2024	Diminutions 2024	Total au 31/12/24
606 089 €	149 781 €	- €	755 870 €

Amortissements (linéaires sur la durée de vie du bien)

Total au 31/12/23	Dotations 2024	Reprises 2024	Total au 31/12/24
557 023 €	67 183 €	- €	624 205 €

Immobilisations corporelles

La durée réelle d'utilisation des immobilisations corporelles est prise en compte comme base de calcul. Les durées d'amortissement sont donc les suivantes:

- 5 ans pour les travaux et les imprimantes;
- 3 ans pour le mobilier de bureau;
- 3 ans pour les ordinateurs fixes;
- 2 ans pour les ordinateurs portables.

CONSTRUCTIONS

Total au 31/12/23	Acquisitions 2024	Diminutions 2024	Total au 31/12/24
1090997 €	- €	- €	1090997 €

Cette immobilisation n'est pas amortissable car il s'agit d'une œuvre d'art. *L'Artère*, œuvre pérenne de Fabrice Hyber située dans le parc de la Villette, a été inaugurée le 1^{er} décembre 2006. Cette œuvre, correspondant à un lieu de connaissance et de mémoire du sida dont les droits ont été cédés à Sidaction, a été en partie financée par la Direction aux arts plastiques et par la Mairie de Paris. Le montant brut de l'immobilisation correspond à la part des coûts de construction (réalisation entre 2004 et 2006) supportée par les fonds propres de Sidaction.

INSTALLATIONS, AMÉNAGEMENTS

Total au 31/12/23	Acquisitions 2024	Diminutions 2024	Total au 31/12/24
296 911 €	- €	- €	296 911 €

Amortissements (linéaires sur la durée de vie du bien)

Total au 31/12/23	Dotations 2024	Reprises 2024	Total au 31/12/24
296 646 €	265 €	- €	296 911 €

MATÉRIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE

Total au 31/12/23	Acquisitions 2024	Diminutions 2024	Total au 31/12/24
191 673 €	13 075 €	9 210 €	195 538 €

Amortissements (linéaires sur la durée de vie du bien)

Total au 31/12/23	Dotations 2024	Reprises 2024	Total au 31/12/24
180 540 €	10 812 €	9 210 €	182 142 €

MOBILIER

Total au 31/12/23	Acquisitions 2024	Diminutions 2024	Total au 31/12/24
54 172 €	1 986 €	- €	56 159 €

Amortissements (linéaires sur la durée de vie du bien)

Total au 31/12/23	Dotations 2024	Reprises 2024	Total au 31/12/24
50 807 €	1 124 €	- €	51 931 €

IMMOBILISATIONS EN COURS

Total au 31/12/23	Acquisitions 2024	Diminutions 2024	Total au 31/12/24
133 437 €	1 050 €	133 437 €	1 050 €

BIENS REÇUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS

Total au 31/12/23	Acquisitions 2024	Diminutions 2024	Total au 31/12/24
1091700 €	839 263 €	3169 €	1927794 €

Immobilisations financières

Le montant de 375 902 € correspond à:

- des parts sociales du Crédit coopératif pour 311100 €;
- des dépôts de garantie versés par l'association pour ses locaux administratifs (64802 €). Il s'agit donc de créances à plus d'un an.

Stocks

Les stocks s'élèvent à 45066 €, à la fois pour la boutique et pour les opérations régionales.

Créances reçues par legs ou donations

Les créances reçues par legs ou donations sont de 485410 €.

Autres créances

Le montant de 1433246 € correspond à:

- des fournisseurs débiteurs pour 1995 €;
- des créances diverses pour 111525 €;
- des produits à recevoir pour 894434 €;
- des partenariats pour 425291 €.

Toutes les créances sont d'échéance à moins d'un an.

Valeurs mobilières de placement

Le stock de valeurs mobilières de placement constaté au 31 décembre 2024 s'établit à 7000000 €. Celui-ci est constitué de deux comptes à terme à 1000000 € chacun, de deux comptes à terme à 500000 € chacun, d'un titre de créances bancaire à 2000000 € et de deux titres de créances bancaires à 1000000 € chacun.

Disponibilités

Les disponibilités d'un montant total de 9237349 € sont constituées:

- des valeurs à l'encaissement de dons reçus au mois de janvier 2025 mais datés de l'année 2024 pour un montant de 175395 €;
- des comptes bancaires et postaux courants ainsi que des livrets qui affichent une valeur globale de 8921684 €;
- des intérêts courus à recevoir pour 138890 €;
- de la caisse pour un montant de 1381 €.

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 329220 €. Il s'agit:

- des contrats d'abonnement et de maintenance courant sur plusieurs exercices, des assurances et des loyers du premier trimestre, pour un montant de 147711 €;
- des charges de programmes pour 55125 €;
- des charges de communication pour 126384 €.

Produits à recevoir

Les divers produits à recevoir s'élèvent donc à 1250638 € et sont constitués de:

- L'Initiative (projet Adolescents phase 2): 80694 €;
- L'Initiative (projet Santé sexuelle): 373116 €;
- Fondation de France (plateforme ELSA): 7131 €;
- ViiV Healthcare (1er décembre): 5000 €;
- AFD (projet Tremplins): 784697 €.

PASSIF

Fonds propres

Les fonds propres statutaires de 46175€ sont maintenus.

La réserve votée par l'assemblée générale en 1998 (1524490€) a été augmentée d'une partie du résultat 2007 pour 300000€, puis augmentée de 1427882€ par l'assemblée générale de 2015. De plus, en 2015, le solde des comptes de fonds dédiés correspondant aux affectations successives de résultats au cours des exercices précédents, a été transféré au compte de réserves. Depuis 2015, l'assemblée générale en N affecte le résultat N-1 aux réserves.

L'assemblée générale de 2024 a affecté le résultat 2023 aux autres réserves ce qui porte celles-ci à 14826751€.

Le résultat 2024 positif de 846920€ se trouve sur la ligne «Excédent ou déficit de l'exercice» au passif du bilan.

Le détail des fonds propres est présenté dans le tableau suivant:

VARIATIONS DES FONDS PROPRES								
	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		À la clôture de l'exercice
	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public		
Fonds propres sans droit de reprise	46175							46175
Réserves	13779691	1047060	977244					14826752
Report à nouveau	0							
Excédent ou déficit de l'exercice	1047060	-1047060	-977244	846920	664238			846920
Total	14872926	0		846920	664238	0		15719846

L'assemblée générale de 2024 a affecté le résultat 2023 aux autres réserves ce qui porte celles-ci à 14826751€.

Le résultat 2024 positif de 846920€ se trouve sur la ligne «Excédent ou déficit de l'exercice» au passif du bilan.

Le détail des fonds propres est présenté dans le tableau suivant:

Fonds reportés et dédiés								
Fonds reportés liés aux legs ou donations								
	Total au 31/12/23	Reports 2024	Utilisations 2024	Total au 31/12/24				
	1518581€	1126536€	314049€	2331067€				

Il s'agit de la partie des legs acceptés mais non encore encaissés. Fin 2024, ces fonds reportés liés aux legs ou aux donations s'élèvent à 2331067€.

À la suite à une réévaluation globale du parc immobilier dans le cadre d'un dossier de succession, 225500€ de biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés ont été enregistrés au bilan en complément du montant déjà accepté. Ce montant fait partie des reports 2024 de 1126536€.

L'assemblée générale de 2024 a affecté le résultat 2023 aux autres réserves ce qui porte celles-ci à 14826751€.

Dettes

Les dettes fournisseurs (1126966€) correspondent à des frais du dernier trimestre 2024 dont le règlement interviendra en 2025 (828163€), et à des factures non parvenues (298803€).

Les dettes des legs ou des donations s'élèvent à 82137€, dont 38742€ de dettes acceptées lors de délibérations en 2024 et 43395€ de solde du passif de dossiers clôturés.

Les dettes fiscales et sociales (1138736€) correspondent:

- aux charges salariales du quatrième trimestre 2024, réglées début 2025 (166046€);
- aux charges fiscales 2024 (84718€), à régler en 2025 (67059€) ou sur les années suivantes (17659€);
- aux provisions pour congés payés (880334€);
- aux autres salaires (7638€).

La plupart de ces dettes sont d'échéance à moins d'un an. Seul l'impôt sur les sociétés correspondant aux revenus de certaines VMP sera réglé après la réception des intérêts à échéance.

Rapport d'activité 2024

L'assemblée générale de 2024 a affecté le résultat 2023 aux autres réserves ce qui porte celles-ci à 14826751€.

Le résultat 2024 positif de 846920€ se trouve sur la ligne «Excédent ou déficit de l'exercice» au passif du bilan.

Le détail des fonds propres est présenté dans le tableau suivant:

VARIATIONS DES FONDS PROPRES								
	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		À la clôture de l'exercice
	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public		
Fonds propres sans droit de reprise	46175							46175
Réserves	13779691	1047060	977244					14826752
Report à nouveau	0							
Excédent ou déficit de l'exercice	1047060	-1047060	-977244	846920	664238			846920
Total	14872926	0		846920	664238	0		15719846

L'assemblée générale de 2024 a affecté le résultat 2023 aux autres réserves ce qui porte celles-ci à 14826751€.

Le résultat 2024 positif de 846920€ se trouve sur la ligne «Excédent ou déficit de l'exercice» au passif du bilan.

Le détail des fonds propres est présenté dans le tableau suivant:

VARIATIONS DES FONDS PROPRES								
	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		À la clôture de l'exercice
	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public		
Fonds propres sans droit de reprise	46175							46175
Réserves	13779691	1047060	977244					14826752
Report à nouveau	0							
Excédent ou déficit de l'exercice	1047060	-1047060	-977244	846920	664238			846920
Total	14872926	0		846920	664238	0		15719846

L'assemblée générale de 2024 a affecté le résultat 2023 aux autres réserves ce qui porte celles-ci à 14826751€.

Le résultat 2024 positif de 846920€ se trouve sur la ligne «Excédent ou déficit de l'exercice» au passif du bilan.

Le détail des fonds propres est présenté dans le tableau suivant:

Fonds reportés et dédiés								
Fonds constatés d'avance								
Les produits constatés d'avance s'élèvent à 1968610€.								
Il s'agit, en majorité, de produits de subventions, de dons de mécénats ou de contributions financières reçus dans l'année mais non consommés en fin d'exercice 2024 car ils seront utilisés pour des projets réalisés en 2025 ou qui s'étaleront sur plusieurs années:								
– une contribution financière de Aidsfonds pour 1064325€ (appel à projets commun scientifique);								
– une subvention de L'Initiative pour 347750€ (Passerelles);								
– une subvention de L'Initiative (via Coalition Plus), pour 159535€ (Fabrique des dialogues);								
– une subvention de la Mairie de Paris pour 103000€ (Paris Sida Sud 2025);								
– un don de la société Yves Saint Laurent pour 122000€;								
– une contribution financière de la Fondation de France pour 50000€ (centre de ressources en ligne);								
– une contribution financière du fonds de dotation Line-Renaud – Loulou-Gasté pour 20000€.								

L'assemblée générale de 2024 a affecté le résultat 2023 aux autres réserves ce qui porte celles-ci à 14826751€.

Le résultat 2024 positif de 846920€ se trouve sur la ligne «Excédent ou déficit de l'exercice» au passif du bilan.

Le détail des fonds propres est présenté dans le tableau suivant:

Fonds reportés et dédiés								
Fonds constatés d'avance								
Les produits constatés d'avance s'élèvent à 1968610€.								
Il s'agit, en majorité, de produits de subventions, de dons de mécénats ou de contributions financières reçus dans l'année mais non consommés en fin d'exercice 2024 car ils seront utilisés pour des projets réalisés en 2025 ou qui s'étaleront sur plusieurs années:								
– une contribution financière de Aidsfonds pour 1064325€ (appel à projets commun scientifique);								
– une subvention de L'Initiative pour 347750€ (Passerelles);								
– une subvention de L'Initiative (via Coalition Plus), pour 159535€ (Fabrique des dialogues);								
– une subvention de la Mairie de Paris pour 103000€ (Paris Sida Sud 2025);								
– un don de la société Yves Saint Laurent pour 122000€;								
– une contribution financière de la Fondation de France pour 50000€ (centre de ressources en ligne);								
– une contribution financière du fonds de dotation Line-Renaud – Loulou-Gasté pour 20000€.								

Pour le reste, il s'agit des produits encaissés en fin d'année 2024 pour le Dîner de la mode 2025 (102000€).

L'assemblée générale de 2024 a affecté le résultat 2023 aux autres réserves ce qui porte celles-ci à 14826751€.

Le résultat 2024 positif de 846920€ se trouve sur la ligne «Excédent ou déficit de l'exercice» au passif du bilan.

Le détail des fonds propres est présenté dans le tableau suivant:

Charges à payer								
Les charges à payer s'élèvent à 1259193€. Elles sont constituées de:								
– fournisseurs, factures non parvenues: 298803€;								
– dettes provisionnées pour congés: 572761€;								
– provisions sur salaires: 7638€;								
– charges sociales sur congés à payer: 307573€;								
– État-autres charges à payer: 72418€.								

SIDACTION

L'assemblée générale de 2024 a affecté le résultat 2023 aux autres réserves ce qui porte celles-ci à 14826751€.

Le résultat 2024 positif de 846920€ se trouve sur la ligne «Excédent ou déficit de l'exercice» au passif du bilan.

Le détail des fonds propres est présenté dans le tableau suivant:

VARIATIONS DES FONDS PROPRES								
	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		À la clôture de l'exercice
	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public		
Fonds propres sans droit de reprise	46175							46175
Réserves	13779691	1047060	977244					14826752
Report à nouveau	0							
Excédent ou déficit de l'exercice	1047060	-1047060	-977244	846920	664238			846920
Total	14872926	0		846920	664238	0		15719846

L'assemblée générale de 2024 a affecté le résultat 2023 aux autres réserves ce qui porte celles-ci à 14826751€.

Le résultat 2024 positif de 846920€ se trouve sur la ligne «Excédent ou déficit de l'exercice» au passif du bilan.

Le détail des fonds propres est présenté dans le tableau suivant:

VARIATIONS DES FONDS PROPRES								
	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		À la clôture de l'exercice
	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public		
Fonds propres sans droit de reprise	46175							46175
Réserves	13779691	1047060	977244					14826752
Report à nouveau	0							
Excédent ou déficit de l'exercice	1047060	-1047060	-977244	846920	664238			846920
Total	14872926	0		846920	664238	0		15719846

L'assemblée générale de 2024 a affecté le résultat 2023 aux autres réserves ce qui porte celles-ci à 14826751€.

Le résultat 2024 positif de 846920€ se trouve sur la ligne «Excédent ou déficit de l'exercice» au passif du bilan.

Le détail des fonds propres est présenté dans le tableau suivant:

Fonds reportés et dédiés								
Fonds constatés d'avance								
Les produits constatés d'avance s'élèvent à 1968610€.								
Il s'agit, en majorité, de produits de subventions, de dons de mécénats ou de contributions financières reçus dans l'année mais non consommés en fin d'exercice 2024 car ils seront utilisés pour des projets réalisés en 2025 ou qui s'étaleront sur plusieurs années:								
– une contribution financière de Aidsfonds pour 1064325€ (appel à projets commun scientifique);								
– une subvention de L'Initiative pour 347750€ (Passerelles);								
– une subvention de L'Initiative (via Coalition Plus), pour 159535€ (Fabrique des dialogues);								
– une subvention de la Mairie de Paris pour 103000€ (Paris Sida Sud 2025);								
– un don de la société Yves Saint Laurent pour 122000€;								
– une contribution financière de la Fondation de France pour 50000€ (centre de ressources en ligne);								
– une contribution financière du fonds de dotation Line-Renaud – Loulou-Gasté pour 20000€.								

L'assemblée générale de 2024 a affecté le résultat 2023 aux autres réserves ce qui porte celles-ci à 14826751€.

Le résultat 2024 positif de 846920€ se trouve sur la ligne «Excédent ou déficit de l'exercice» au passif du bilan.

Le détail des fonds propres est présenté dans le tableau suivant:

Fonds reportés et dédiés								
Fonds constatés d'avance								
Les produits constatés d'avance s'élèvent à 1968610€.								
Il s'agit, en majorité, de produits de subventions, de dons de mécénats ou de contributions financières reçus dans l'année mais non consommés en fin d'exercice 2024 car ils seront utilisés pour des projets réalisés en 2025 ou qui s'étaleront sur plusieurs années:								
– une contribution financière de Aidsfonds pour 1064325€ (appel à projets commun scientifique);								
– une subvention de L'Initiative pour 347750€ (Passerelles);								
– une subvention de L'Initiative (via Coalition Plus), pour 159535€ (Fabrique des dialogues);								
– une subvention de la Mairie de Paris pour 103000€ (Paris Sida Sud 2025);								
– un don de la société Yves Saint Laurent pour 122000€;								
– une contribution financière de la Fondation de France pour 50000€ (centre de ressources en ligne);								
– une contribution financière du fonds de dotation Line-Renaud – Loulou-Gasté pour 20000€.								

Pour le reste, il s'agit des produits encaissés en fin d'année 2024 pour le Dîner de la mode 2025 (102000€).

L'assemblée générale de 2024 a affecté le résultat 2023 aux autres réserves ce qui porte celles-ci à 14826751€.

Le résultat 2024 positif de 846920€ se trouve sur la ligne «Excédent ou déficit de l'exercice» au passif du bilan.

Le détail des fonds propres est présenté dans le tableau suivant:

Charges à payer								
Les charges à payer s'élèvent à 1259193€. Elles sont constituées de:								
– fournisseurs, factures non parvenues: 298803€;								
– dettes provisionnées pour congés: 572761€;								
– provisions sur salaires: 7638€;								
– charges sociales sur congés à payer: 307573€;								
– État-autres charges à payer: 72418€.								

SIDACTION

L'assemblée générale de 2024 a affecté le résultat 2023 aux autres réserves ce qui porte celles-ci à 14826751€.

Le résultat 2024 positif de 846920€ se trouve sur la ligne «Excédent ou déficit de l'exercice» au passif du bilan.

Le détail des fonds propres est présenté dans le tableau suivant:

VARIATIONS DES FONDS PROPRES								
	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		À la clôture de l'exercice
	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public		
Fonds propres sans droit de reprise	46175							46175
Réserves	13779691	1047060	977244					14826752
Report à nouveau	0							
Excédent ou déficit de l'exercice	1047060	-1047060	-977244	846920	664238			846920
Total	14872926	0		846920	664238	0		15719846

L'assemblée générale de 2024 a affecté le résultat 2023 aux autres réserves ce qui porte celles-ci à 14826751€.

Le résultat 2024 positif de 846920€ se trouve sur la ligne «Excédent ou déficit de l'exercice» au passif du bilan.

Le détail des fonds propres est présenté dans le tableau suivant:

Autres Informations

Information sur la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants au sens de l'article 20 de la loi du 23 mai 2006

Les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association Sidaction sont la présidente, la vice-présidente et le trésorier. Ces trois plus hauts cadres dirigeants ne perçoivent aucune rémunération de Sidaction.

Information sur les cinq plus hautes rémunérations

Le montant annuel brut des cinq rémunérations les plus importantes s'élève à 377885€. Elles correspondent toutes à un emploi salarié en contrat à durée indéterminée.

Information sur les indemnités de fin de carrière des salariés

Les indemnités de fin de carrière ne sont pas provisionnées au bilan de l'association.

Le montant total des engagements s'élève à 407 k€ au 31 décembre 2024. L'engagement total était de 386 k€ au 31 décembre 2023.

Les principales hypothèses retenues pour le calcul des indemnités sont les suivantes:

- taux de revalorisation annuelle des salaires de 1%;
- taux d'actualisation de 3,38%;
- taux de turnover appliqué par tranche d'âge;
- âge de départ à la retraite de 64 ans (pour les personnes nées à partir du 1^{er} janvier 1968), 62 ans (pour les personnes nées avant le 1^{er} septembre 1961), augmentation progressive de 62 ans à 64 ans à raison de trois mois par année de naissance entre le 1^{er} septembre 1961 et le 31 décembre 1967).

Engagements missions sociales hors bilan

Dans la procédure d'attribution de financements, les engagements du conseil d'administration ne deviennent exécutoires qu'à compter de la signature d'une convention de financement avec le tiers destinataire des fonds. Toutefois, il est apparu utile de faire figurer ici l'ensemble des décisions du conseil d'administration portant sur les financements. En 2024, les engagements sont donc les suivants:

Les soutiens financiers en faveur des programmes dans les pays en développement sont affectés pour moitié au fonds Recherche et soins et pour moitié au fonds Prévention et aide aux malades.

Modification de la composition du personnel

Catégorie	Effectif au 31/12/23	Entrées (1)	Départs (2)	Effectif au 31/12/24
Non-cadres	1 CDI	0 CDI	0 CDI	1 CDI
	0 CDD	1 CDD	0 CDD	1 CDD
Cadres	43 CDI	3 CDI	4 CDI	42 CDI
	0 CDD	5 CDD	3 CDD	2 CDD
Total	44	9	7	46 (2)

- (1) Y compris les passages d'une catégorie non-cadre à cadre ou les transformations de contrats de CDD en CDI.
- (2) Correspondant à 42,88 équivalents temps plein.

Information sur les honoraires des commissaires aux comptes

Conformément au décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 est de 29797€ au titre du contrôle légal et de 48467€ en ce qui concerne des travaux d'audit spécifiques sur les projets financés par l'association ou par d'autres bailleurs.

Legs et donations après clôture

En 2025, l'association a accepté, pour le moment, trois legs pour une valeur globale de 8490€.

Événements postérieurs à la clôture

La 22^{ème} édition du Dîner de la mode s'est tenue le 30 janvier 2025, permettant de collecter 705000€.

Le Sidaction médias 2025 a eu lieu les 21, 22 et 23 mars, avec un niveau de collecte équivalent à l'édition 2024.

L'association est vigilante à l'égard des effets résultant de l'incertitude économique et géopolitique.

Compte de résultat par origine et destination de Sidaction

A - Produits et charges par origine et destination

PRODUITS PAR ORIGINE	Total	Dont générosité du public
1. Produits liés à la générosité du public	13 642 424	13 642 424
1.1 Cotisations sans contrepartie	0	0
1.2 Dons, legs et mécénat	13 642 424	13 642 424
Dons manuels	11 097 555	11 097 555
Legs, donations et assurances-vie	1 259 266	1 259 266
Mécénat	1 285 603	1 285 603
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	0	0
2. Produits non liés à la générosité du public	1 012 132	
2.1 Cotisations avec contrepartie	16 260	
2.2 Parrainage des entreprises	0	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	434 349	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	561 523	
3. Subventions et autres concours publics	3 678 234	
4. Reprises sur provisions et dépréciations	0	0
5. Utilisations des fonds dédiés antérieurs	0	0
Total des produits	18 332 790	13 642 424

CHARGES PAR DESTINATION	Total	Dont générosité du public
1. Missions sociales	12 703 303	9 153 557
1.1 Réalisées en France	8 148 100	7 835 090
1.1.1 Actions réalisées par l'organisme	3 517 288	3 260 183
1.1.2 Versements à un organisme central ou à d'autres organismes	4 630 811	4 574 907
1.2 Réalisées à l'étranger	4 555 203	1 318 467
1.2.1 Actions réalisées par l'organisme	2 664 526	670 796
1.2.2 Versements à un organisme central ou à d'autres organismes	1 890 677	647 670
2. Frais de recherche de fonds	3 433 929	3 065 168
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	3 362 825	3 065 168
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	71 103	0
3. Frais de fonctionnement	1 276 220	759 460
4. Dotations aux provisions et dépréciations	0	0
5. Impôt sur les bénéfices	72 419	
6. Reports en fonds dédiés de l'exercice	0	0
Total des charges	17 485 870	12 978 186

EXCÉDENT OU DEFICIT	846 920	664 238
----------------------------	----------------	----------------

B - Contributions volontaires en nature

PRODUITS PAR ORIGINE	Total	Dont générosité du public
1. Contributions volontaires liées à la générosité du public	372 559	372 559
Bénévolat	67 476	67 476
Prestations en nature	280 889	280 889
Dons en nature	24 193	24 193
2. Contributions volontaires non liées à la générosité du public	11 341 211	
3. Concours publics en nature	0	
Prestations en nature	0	
Dons en nature	0	
Total des produits	15 066 680	372 559

CHARGES PAR DESTINATION	Total	Dont générosité du public
1. Contributions volontaires aux missions sociales	175 611	24 193
Réalisées en France	137 130	24 193
Réalisées à l'étranger	38 481	0
2. Contributions volontaires à la recherche de fonds	1 321 894	348 366
3. Contributions volontaires au fonctionnement	9 175	0
Total des charges	15 066 680	372 559

FINANCEMENTS 2024	Fonds Prévention et aide aux malades	Fonds Recherche
Solde des financements à verser au 31/12/23	137 698	3 786 706
Nouveaux engagements et modifications 2024	3 321 058	2 578 024
Versements effectués durant l'exercice 2024	3 327 768	3 195 075
Reliquats déduits de versements 2024	0	0
Solde des soutiens financiers au 31/12/24	130 988	3 169 655

Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public de Sidaction

Emplois par destination

EMPLOIS DE L'EXERCICE	2024	2023
1. Missions sociales	9153 557	9171348
1.1 Réalisées en France	7835 090	7737523
1.1.1 Actions réalisées directement	3260 183	3238827
1.1.2 Versements à d'autres organismes	4574907	4498696
1.2 Réalisées à l'étranger	1318 467	1433824
1.2.1 Actions réalisées directement	670 796	433 635
1.2.2 Versements à d'autres organismes	647 670	1 000 190
2. Frais de recherche de fonds	3065168	3460639
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	3 065 168	3 460 639
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	0	0
3. Frais de fonctionnement	759460	909163
Total des emplois	12978186	13 541150
4. Dotations aux provisions et dépréciations	0	0
5. Reports en fonds dédiés de l'exercice	0	0
Excédent de la générosité du public de l'exercice	664238	977244
Total	13 642 424	14 518 393

Contributions volontaires en nature

EMPLOIS DE L'EXERCICE	2024	2023
1. Contributions volontaires aux missions sociales	24193	10 077
Réalisées en France	24 193	10 077
Réalisées à l'étranger	0	0
2. Contributions volontaires à la recherche de fonds	348366	415624
3. Contributions volontaires au fonctionnement	0	0
Total	372559	425700

Fonds dédiés liés à la générosité du public

Fonds dédiés liés à la générosité du public en début d'exercice	0	0
(-) Utilisation	0	0
(+) Report	0	0
Fonds dédiés liés à la générosité du public en fin d'exercice	0	0

Ressources par origine

RESSOURCES DE L'EXERCICE	2024	2023
1. Ressources liées à la générosité du public	13 642 424	14 518 393
1.1 Cotisations sans contrepartie	0	0
1.2 Dons, legs et mécénats	13 642 424	14 518 393
Dons manuels	11 097 555	11 105 066
Legs, donations et assurances-vie	1 259 266	2 037 981
Mécénats	1 285 603	1 375 347
1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	0	0
Total des ressources	13 642 424	14 518 393
2. Reprises sur provisions et dépréciations	0	0
3. Utilisation des fonds dédiés antérieurs	0	0
Déficit de la générosité du public de l'exercice	0	0
Total	13 642 424	14 518 393

Ressources reportées liées à la générosité du public en début d'exercice (hors fonds dédiés)	977244	0
(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	664 238	977 244
(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public à l'exercice	0	0
Ressources reportées liées à la générosité du public en fin d'exercice (hors fonds dédiés)	1641482	977244

Contributions volontaires en nature

RESSOURCES DE L'EXERCICE	2024	2023
1. Contributions volontaires liées à la générosité du public	372559	425700
Bénévolat	67 476	69 691
Prestations en nature	280 889	345 932
Dons en nature	24 193	10 077
Total	372559	425700

Notes sur le compte de résultat par origine et destination (Crod) et le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)

Règles et méthodes d'établissement du Crod et du CER: le Crod et le CER sont établis sur base du compte de résultat.

A – Note sur les charges/emplois

La présentation du compte de résultat par origine et destination (Crod) fait apparaître les charges totales de l'année et la part financée par les ressources collectées auprès du public. Le total de ces charges est de 17485870€, celles-ci sont classées par destination.

I – INFORMATION SUR LES MISSIONS SOCIALES

Conformément aux statuts de Sidaction, les missions sociales se définissent comme suit:

«Sidaction mène des actions de lutte contre le sida par la collecte et la répartition de fonds destinés au financement de la recherche et des activités de prévention, d'entraide, d'amélioration de la qualité de la vie et de soutien aux personnes atteintes par l'infection à VIH et/ou à leurs proches. L'association soutient la réalisation de nouvelles actions et le développement et l'extension des actions entreprises à cette fin.»

Avec le cadre normalisateur du Crod et du CER, les missions sociales sont réparties entre:

- les actions réalisées en France;
- les actions réalisées à l'étranger.

Ainsi qu'en deux secteurs d'activités distincts:

- les actions réalisées directement par Sidaction;
- les versements à d'autres organismes menant des actions de lutte contre le Sida.

1.1 – Information sur les actions réalisées en France

1.1.1 – Actions réalisées directement

Les programmes en France réalisés par Sidaction s'élèvent à 3517288€ et se décomposent comme suit:

- 1139818€ pour la coordination de l'appel à projets associatif France, le suivi, la valorisation et le contrôle des projets financés en France métropolitaine et d'outre-mer mais également pour le plaidoyer, l'analyse des données et l'appui des partenaires associatifs français sur les thématiques «Milieu pénitentiaire» et «Minorités sexuelles»;
- 570427€ pour la coordination de l'appel à projets scientifique et médical, le suivi, la valorisation et le contrôle des projets financés pour la recherche mais également pour le plaidoyer sur ce domaine et l'appui des partenaires français en «recherche opérationnelle»;

- 1807043€ pour l'information, la sensibilisation et les opérations d'échange et de visibilité telles que le magazine en ligne *TransversalMag*, le journal *Ensemble*, les événements comme le Sidaction médias, la Marche des fiertés ou lors de la Journée mondiale de lutte contre le sida ainsi qu'une partie des outils de communication et des opérations à destination du grand public.

Les actions menées en propre par Sidaction regroupent les coûts directs et indirects affectés aux missions sociales qui disparaîtraient, conformément à la réglementation, si la mission sociale n'était pas réalisée.

Ces coûts se répartissent en trois grandes familles:

- Les coûts directs des missions: Ce sont les achats, les prestations de services, les frais de déplacement, les frais d'audit et les salaires et charges sociales des chargés de mission.

- Le suivi des financements, conseil et formation:

Il s'agit des coûts d'instruction et de suivi des projets financés (réunion des comités, suivi des structures financées), les salaires et charges et les frais généraux directs des programmes, hors frais liés aux missions conduites en propre par l'association.

- Les frais indirects des actions réalisées:

Cette rubrique comprend un pourcentage des frais de loyers et charges des bureaux. La clé de répartition de ces frais correspond aux mètres carrés de bureaux utilisés par programme, mission et projet.

Elle comprend également un pourcentage des salaires et des charges des postes qui s'occupent des moyens généraux.

1.1.2 – Versements à d'autres organismes agissant en France

Cette rubrique comprend les financements accordés par Sidaction à des structures menant des actions de lutte contre le sida en France, que ce soit pour les programmes d'information, de prévention et d'aide aux malades ou pour la recherche scientifique et médicale.

Les financements des programmes en France se répartissent comme suit:

Soutien aux associations et leurs bénéficiaires	2 381 002 €
Appel à projets France	2 361 097 €
Urgences	19 905 €
Recherche scientifique et médicale	2 249 809 €
Appel à projets Jeunes chercheur-euses	874 704 €
Appel à projets Aides aux équipes	1 318 514 €
Projets de recherche opérationnelle	56 591 €

Le total des financements accordés par Sidaction à d'autres organismes menant des actions de lutte contre le sida en France est de 4630811€.

1.2 – Information sur les actions réalisées à l'étranger

1.2.1 – Actions réalisées directement

Les programmes réalisés par Sidaction à l'international (Afrique et Europe de l'Est) s'élèvent à 2664526€ et comprennent:

- la coordination de l'appel à projets international;
- le suivi, la valorisation et le contrôle des projets financés en Afrique et en Europe de l'Est;
- le plaidoyer et l'analyse des données;
- l'appui des partenaires associatifs internationaux sur les thématiques «Milieu pénitentiaire», «Continuum des soins», «Enfants, jeunes/adolescents» et «Minorités sexuelles»;
- l'appui des partenaires internationaux en «recherche opérationnelle»;
- la plateforme ELSA, réseau hébergé par Sidaction et composé de quatre membres (Solthis, Solidarité Sida, le Planning familial et Sidaction).

1.2.2 – Versements à d'autres organismes agissant à l'étranger

Cette rubrique comprend les financements accordés par Sidaction à des structures menant des actions de lutte contre le sida de prévention et d'aide aux malades, et de recherche dans les pays en développement ou en transition.

Les financements des programmes à l'international se répartissent comme suit:

Appel à projets international	1822672 €
Urgences	26 540 €
Projets de recherche opérationnelle	41320€

Le total des financements accordés par Sidaction à d'autres organismes menant des actions de lutte contre le sida à l'international est de 1890677€.

2 – INFORMATION SUR LES FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS

Les coûts affectés aux frais de recherche de fonds s'élèvent à 3433929€ et sont répartis en:

- frais d'appel à la générosité du public;
- frais de recherche d'autres ressources.

2.1 – Frais d'appel à la générosité du public

Cette rubrique comprend tous les coûts directs liés aux appels à dons (conception, réalisation et diffusion de mailings, newsletters, organisation des événements Sidaction médias, Dîner de la mode, etc.), au traitement des dons (émission de reçus fiscaux, base de données, frais financiers, etc.), ainsi que les frais liés à la communication institutionnelle à destination principalement des donateur-trices

B – Note sur les affectations par destination des charges issues des produits collectés auprès du public

La présentation du Crod appelle à un traitement différencié des charges en fonction de l'origine des produits qui ont permis leur financement.

L'affectation est réalisée de façon spécifique en fonction du type de produits et de ce qu'ils financent. Les produits non liés à la générosité du public et les subventions sont directement retirés de l'affectation des charges issues des produits collectés auprès du public. Il est donc procédé par exclusion pour obtenir l'affectation par destination des charges issues des produits collectés auprès du public.

Les ressources qui financent les programmes font l'objet d'une convention de financement et nécessitent un suivi précis en termes d'emploi et spécifique en comptabilité analytique.

Carte de France montrant les destinations des fonds collectés par Sidaction

La présentation du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER) fait apparaître uniquement la part des emplois financée par les ressources collectées auprès du public. Le total de ces emplois est de 12978186€, ceux-ci sont classés également par destination.

Rapport d'activité 2024

1 – INFORMATION SUR LES PRODUITS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

(site Internet, rapport d'activité) ou des notaires et du grand public dans le cadre de la politique de développement des legs.

Le Sidaction médias a engendré des coûts à hauteur de 898424€, comprenant les frais des opérations de marketing direct menées en parallèle de l'opération et y prenant appui pour susciter les dons (480071€).

Les coûts directs d'appel à la générosité du public représentent un total de 3362825€. Ils se décomposent, en plus des 898424€ des coûts d'organisation du Sidaction médias, en:

- coûts d'appel à la générosité du public par courrier ou en face à face (1081024€);
- coûts d'appel à la générosité du public par Internet (282926€);
- coûts de gestion des dons et de relation avec les donateurs et les donatrices (364644€);
- coûts d'organisation d'événements autres que le Sidaction médias (467820€);
- coûts de traitement des legs et de communication auprès des notaires et du grand public (88349€).

Par ailleurs, cette rubrique comprend également les frais de fonctionnement directs du service de collecte et de communication, les achats de biens et de services, les frais de participation à des conférences, les salaires et les charges, ainsi que les frais de communication tels que les relations presse et la communication institutionnelle (134541€).

Enfin, conformément à la clé de répartition par superficie des bureaux, les frais indirects s'élèvent à 45098€ et se composent de la répartition des frais de loyers et de charges des bureaux.

2 – INFORMATION SUR LES PRODUITS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

2.1 – Frais de recherche d'autres ressources

2.2 – Frais de recherche d'autres ressources

1 – MISSIONS SOCIALES FINANÇÉES PAR LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Pour l'année 2024, les missions sociales financées par la générosité du public représentent 915357€.

1.1 – Information sur les actions réalisées en France

1.1.1 – Actions réalisées directement

Les actions en France financées par la générosité du public s'élèvent à 3260183€, soit:

- 991655€ pour le soutien aux associations et à leurs bénéficiaires;
- 570427€ pour l'appui aux actions de recherche scientifique et médicale;
- 1698101€ pour les événements d'échanges, de visibilité et de sensibilisation.

1.1.2 – Versements à d'autres organismes agissant en France

Les versements en France financés par les ressources collectées auprès du public s'élèvent à 4574907€, soit:

- 2380684€ pour des structures menant des actions d'aide aux malades et de prévention;
- 2194223€ pour des structures menant des actions de recherche scientifique et médicale.

SIDACTION

2.2 – Frais de recherche d'autres ressources

Cette rubrique comprend les frais liés à la recherche de nouveaux partenariats, aux opérations régionales et à la boutique.

Les coûts directs des autres activités liées à la collecte de fonds représentent un total de 71103€, dont 68770€ consacrés aux opérations régionales, 1746€ pour la boutique et 587€ pour les droits d'auteurs.

3 – INFORMATION SUR LES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Sont affectées aux frais de fonctionnement toutes les charges relatives à la gouvernance de l'association (organisation des conseils d'administration, voyages et déplacements des administrateur-trices, assurances des membres des différentes instances), au service administratif et financier (frais de comptabilité et d'audit annuel des comptes, frais du service juridique, gestion des ressources humaines, salaires et charges sociales et frais financiers non directement liés aux missions sociales ou aux opérations de collecte, etc.) et à la direction générale (missions, déplacements et salaires).

Ils comprennent également une part des loyers et charges, conformément à la clé de répartition par superficie des bureaux et un pourcentage des salaires et charges des postes s'occupant des moyens généraux.

Le montant total des frais de fonctionnement de l'association, pour son administration, est de 1276220€.

4 – INFORMATION SUR L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

L'impôt sur les bénéfices au titre de l'année 2024, calculé et provisionné par Sidaction, correspond à 72 419€. Cette charge 2024 n'est pas issue de ressources collectées auprès du public.

3 – INFORMATION SUR LES PRODUITS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

1.2 – Information sur les actions réalisées à l'étranger

1.2.1 – Actions réalisées directement

Les actions à l'étranger financées par la générosité du public s'élèvent à 670796€.

1.2.2 – Versements à d'autres organismes agissant à l'étranger

Les versements à l'étranger financés par les ressources collectées auprès du public s'élèvent à 647670€.

2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS FINANÇÉS PAR LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Pour l'année 2024, les frais de recherche de fonds financés par la générosité du public représentent 3065168€.

3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT FINANÇÉS PAR LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Une fois les frais de missions sociales et de recherche de fonds totalement financés, nous avons affecté une partie du fonctionnement sur les fonds restants issus de la générosité du public. Ils s'élèvent à 759460€.

SIDACTION

C – Note sur les produits et les ressources

1 – INFORMATION SUR LES PRODUITS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Le Crod détaille les produits par origine et fait une distinction entre les produits liés à la générosité du public et ceux qui ne le sont pas. Le total des ressources est de 18332790€.

Le CER fait apparaître uniquement la part des ressources liées à la générosité du public. Le total de ces ressources est de 13642424€.

1 – INFORMATION SUR LES PRODUITS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Durant l'exercice 2024, les opérations faisant appel à la générosité du public ont permis de collecter 13642424€ auprès de particuliers, d'entreprises, d'associations ou de collectivités locales.

Conformément à l'article 19 des statuts de Sidaction qui précise:

«*Les ressources nettes collectées par l'association après déduction des frais de gestion et de collecte des fonds sont réparties par le conseil d'administration à raison de:*

- 50% pour financer des travaux de recherche et d'amélioration de la qualité de la vie des personnes atteintes par l'infection à VIH en France et à l'étranger;*
- 50% pour financer des activités d'information, de prévention, d'entraide et de soutien aux personnes atteintes par l'infection à VIH et/ou à leurs proches, en France et à l'étranger.»*

Toutes les ressources de Sidaction sont affectées par le conseil d'administration conformément aux statuts.

1.2 – Information sur les dons, legs et mécénats

Dons manuels

Les dons collectés auprès de particuliers s'élèvent à 11097555€, et se décomposent comme suit:

- 5117357€ proviennent de prélèvements automatiques grâce, entre autres, à des opérations de street marketing ou de télémarketing, contre 4981692€ au cours de l'année 2023 (soit une hausse de 3%);
- 3443432€ sont issus des opérations de marketing direct par courrier ou par le dispositif téléphonique 110 et sms, contre 3691430€ sur 2023 (soit une baisse de 7%);
- 2442021€ proviennent de la collecte en webmarketing sur toute l'année 2024 contre 2383931€ en 2023 (soit une hausse de 2%);
- 58146€ ont été collectés lors d'événements comme le Dîner de la mode ou les Chefs solidaires;
- 23539€ sont issus de partenariats bancaires qui permettent aux clients de la Société Générale et de BNP Paribas de faire des dons à Sidaction;
- 13061€ ont été collectés lors d'opérations régionales autour du Sidaction médias ou du 1^{er} décembre.

Ces opérations ont utilisé le fichier des donateur-rices issu des campagnes de collecte de fonds menées par Sidaction de 1994 à 2024. Ce fichier a été enregistré sous le n° 456932 auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, en date du 6 août 1996. Il répond aux exigences de la loi n° 78–17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Sidaction se conforme également au règlement général sur la protection des données, règlement 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Legs, donations et assurances-vie

Au cours de l'année 2024, les legs, donations et assurances-vie s'établissent à 1259266€.

Rapport d'activité 2024

2 – INFORMATION SUR LES PRODUITS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

1 – INFORMATION SUR LES PRODUITS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Les cotisations avec contrepartie représentent 16260€, dont 15500€ de cotisations pour la plateforme ELSA (hébergée par Sidaction) et 760€ de cotisations des membres du conseil d'administration.

Les contributions financières sans contrepartie s'élèvent à 434349€, et se décomposent comme suit:

105625€ provenant des partenariats dans le cadre de l'organisation du Sidaction médias;	
178799€ d'opérations régionales au sein de différents établissements comme des lycées, des mairies ou des maisons d'arrêt;	
76313€ collectés lors d'événements comme le Dîner de la mode ou les Chefs solidaires;	
29758€ provenant d'opérations de marketing direct ou de partenariats divers;	
43854€ de contributions financières aux programmes provenant du fonds de dotation Line-Renaud – Loulou–Gasté et de la Grande Loge de France pour un projet de recherche (29000€), ainsi que de la Fondation de France et de Coordination Sud pour les actions de la plateforme ELSA (14854€).	
Les autres produits non liés à la générosité du public s'élèvent à 561523€, et se décomposent en:	
9939€ de ventes de biens dont 7582€ provenant de la boutique et 2357€ pour les opérations régionales;	
53728€ de droits d'auteurs et de reproduction collectés grâce à l'action de M ^{me} Line Renaud et issus notamment d'œuvres de M. Pascal Obispo et de M ^{me} Colette Magny. Le fonds Line-Renaud est constitué notamment des ressources des albums, avec la vente et les droits d'auteurs;	
44095€ de produits de gestion, dont 26904€ de restitutions de la part de nos partenaires et 17191€ de produits de gestion courante;	
453761€ de produits financiers, dont 313418€ provenant de comptes à terme et de livrets, 139878€ provenant de titres de placement et 465€ provenant de gains de change sur des virements à l'international.	

Les autres produits non liés à la générosité du public s'élèvent à 561523€, et se décomposent en:

- 9939€ de ventes de biens dont 7582€ provenant de la boutique et 2357€ pour les opérations régionales;
- 53728€ de droits d'auteurs et de reproduction collectés grâce à l'action de M^{me} Line Renaud et issus notamment d'œuvres de M. Pascal Obispo et de M^{me} Colette Magny. Le fonds Line-Renaud est constitué notamment des ressources des albums, avec la vente et les droits d'auteurs;
- 44095€ de produits de gestion, dont 26904€ de restitutions de la part de nos partenaires et 17191€ de produits de gestion courante;
- 453761€ de produits financiers, dont 313418€ provenant de comptes à terme et de livrets, 139878€ provenant de titres de placement et 465€ provenant de gains de change sur des virements à l'international.

3 – INFORMATION SUR LES SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS

Dans le cadre des missions menées en propre par Sidaction, nous faisons des demandes de subventions auprès des organismes publics. En 2024, nous avons comptabilisé les subventions suivantes pour un montant total de 3678234€, dont:

- 2089916€ de l'AFD pour le programme Tremplins;
- 307151€ de l'AFD pour le programme Concert'Action 2 de la plateforme ELSA;
- 90000€ de la Direction générale de la santé pour les programmes Antilles Guyane et Milieu carcéral;
- 31000€ du ministère de la Justice pour le programme Milieu carcéral;
- 213140€ de la Mairie de Paris pour les programmes Paris Sida Sud au Burundi, Petit Paris Bucarest en Roumanie et pour la plateforme ELSA;
- 555757€ d'Expertise France (L'Initiative) pour un programme concernant les enfants et les adolescent-es;
- 301051€ d'Expertise France (L'Initiative) pour un programme sur la santé sexuelle et reproductive;
- 68423€ d'Expertise France (L'Initiative) pour un programme en plaidoyer;
- 19000€ de la DRFIP;
- 2796€ de collectivités locales.

D - Contributions volontaires en nature

Cette rubrique permet d'identifier les contributions volontaires dont bénéficient Sidaction au cours de l'année. Celles-ci sont valorisées et enregistrées en comptabilité.

La gouvernance de Sidaction repose sur le conseil d'administration composé d'acteurs de la lutte contre le sida en France et à l'étranger, dans les domaines de la prévention, l'aide aux malades, la recherche et les soins médicaux.

Pour l'instruction des demandes de financement, et à travers la mise en place de groupes d'experts dans différents domaines, Sidaction fait appel à des responsables d'associations, des scientifiques et des médecins qui apportent bénévolement leur expérience de la lutte contre le sida.

Ces différents bénévoles sont sollicités directement par Sidaction selon leurs compétences et/ou leurs fonctions; leur action n'est donc pas considérée comme liée à la générosité du public. Seul le temps passé par les bénévoles pour répondre au dispositif téléphonique lors du Sidaction médias est considéré comme issu de la générosité du public car un appel à la mobilisation est réalisé.

Une partie des prestations dont bénéficie Sidaction ne sont pas facturées et font l'objet d'une contribution volontaire en nature.

Lorsque cette prestation est issue d'une consultation élargie et que le prestataire n'est pas identifié spécifiquement à l'avance, nous considérons que la prestation en nature est liée

à la générosité du public. En revanche, lorsque le prestataire est également partenaire de l'événement pour lequel il offre ses prestations, nous considérons que la prestation en nature n'est pas liée à la générosité du public. C'est le cas des partenaires médias pour le Sidaction médias par exemple; ils sont associés directement à l'événement.

LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE S'ÉLÈVENT À 1 506 680 €. ELLES SONT AFFECTÉES EN FONCTION DE LEUR DESTINATION :

1 756 111 € AUX MISSIONS SOCIALES DONT :

- **1 371 130 €** pour celles réalisées en France (677 191 € pour la participation bénévole des membres du comité France, 33 415 € pour la participation bénévole des membres du comité scientifique, 11 803 € pour la participation bénévole d'experts à différents programmes ainsi que 24 193 € pour le don de matériel de prévention);
- **384 811 €** pour celles réalisées à l'étranger (pour la participation bénévole des membres du comité international)

1 321 894 € À LA RECHERCHE DE FONDS DONT :

- **648 311 €** pour le Dîner de la mode (88 931 € de participation de bénévoles à l'organisation et 559 391 € de prestations en nature)
- **1 163 147 €** pour le Sidaction médias (1104 563 € de prestations en nature et 58 584 € de bénévolat)

- **93 917 €** pour des prestations en nature sur d'autres opérations de collecte.
- **9 175 €** au fonctionnement pour la participation bénévole des membres du conseil d'administration.

Les heures de bénévolat non valorisables ne sont pas enregistrées en comptabilité.

LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE DE 1 506 680 € SONT ÉGALEMENT RÉPARTIES SELON LEUR ORIGINE :

3 72 559 € liés à la générosité du public dont :

- **67 476 €** de bénévolat (8 893 € pour le Dîner de la mode et 58 584 € pour le Sidaction médias)
- **280 889 €** de prestations en nature (131 034 € pour le Sidaction médias, 559 391 € pour le Dîner de la mode et 93 917 € pour d'autres opérations de collecte)

- **24 193 €** de dons en nature

1 134 121 € NON LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DONT :

- **160 592 €** de bénévolat (9 175 € pour le conseil d'administration, 677 191 € pour le comité France, 384 811 € pour le comité international, 33 415 € pour le comité scientifique et 11 803 € pour les expertises sur différents programmes)
- **973 529 €** de prestations en nature pour le Sidaction médias correspondant à la diffusion de la campagne par l'ensemble des chaînes participantes

Notes sur les engagements non versés par Sidaction

Les engagements votés au bénéfice des actions associatives d'information, de prévention et d'aide aux malades, et des programmes de recherche et d'amélioration de la qualité de vie et des soins restant à verser s'élevaient à 3 300 643 €.

Pour les actions associatives d'information, de prévention et d'aide aux malades en France, en marge de ses propres programmes, Sidaction a engagé, en 2024, pour 2 420 952 € de financements associatifs. Les décaissements ont été de 2 382 502 € en 2024 et le solde des engagements en cours de versement au 31 décembre 2024 s'établit à 42 850 €.

Pour les programmes de recherche scientifique et médicale, en marge de ses propres programmes, Sidaction a engagé, en 2024, pour 1 677 918 € de financements de jeunes chercheur-euses, d'aides aux équipes de recherche et de recherche opérationnelle.

Les décaissements se sont élevés à 2 249 809 € en 2024 et le solde des engagements en cours de versement au 31 décembre 2024 s'établit à 308 151 €.

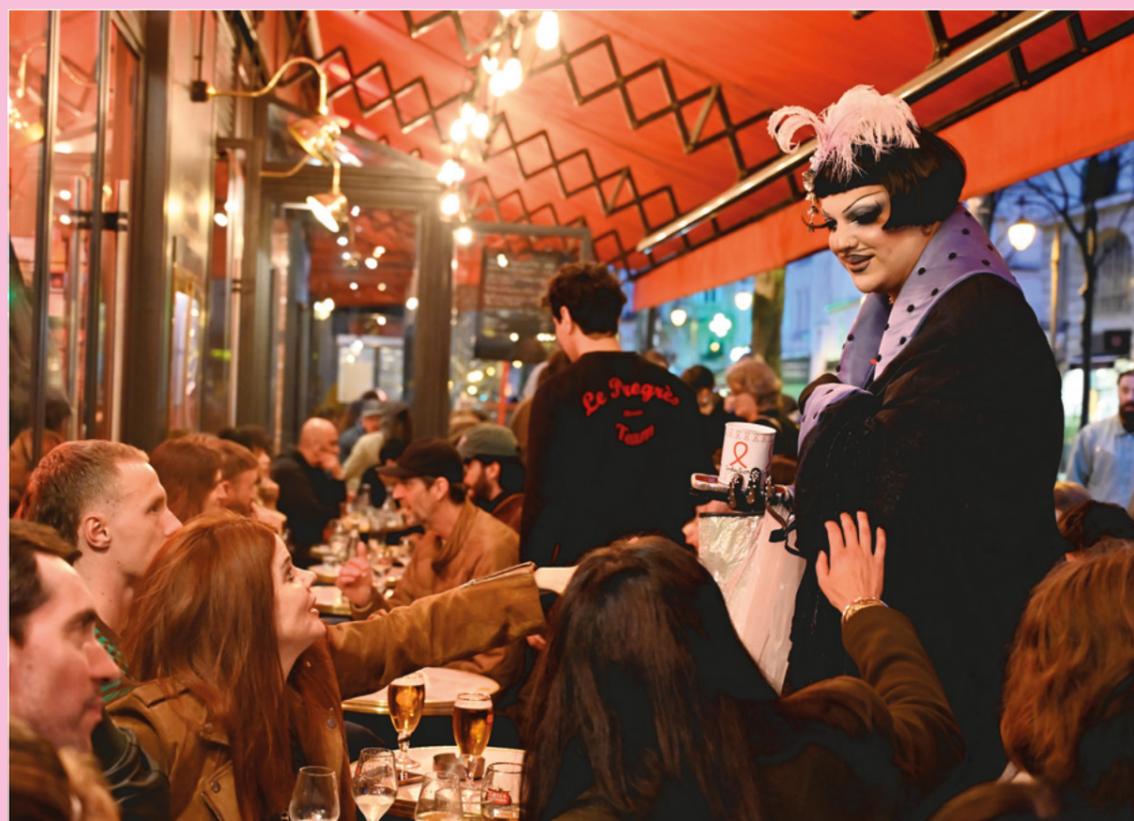
Pour les programmes de lutte contre le sida dans les pays en développement et en transition, en marge de ses propres programmes, Sidaction a engagé, en 2024, pour 1 800 212 € de financements.

Les décaissements se sont élevés à 1 890 532 € en 2024 et le solde des engagements en cours de versement au 31 décembre 2024 s'établit à 176 276 €.

Les soutiens financiers en faveur des programmes dans les pays en développement sont affectés pour moitié au fonds Recherche et pour moitié au fonds Prévention et aide aux malades.

FINANCEMENTS 2024	Solde restant à verser au 01/01/2024	Nouveaux engagements et modifications 2024	Versements effectués en 2024	Reliquats déduits de versements	Solde restant à verser au 31/12/2024
Appel à projets Aide aux malades et prévention	4 400	2 386 047	2 347 597	0	42 850
Bailleurs externes	0	15 000	15 000	0	0
Soutiens exceptionnels et d'urgence	0	19 905	19 905	0	0
Appel à projets Recherche opérationnelle	0	0	0	0	0
Total financements associatifs France	4 400	2 420 952	2 382 502	0	42 850
Appel à projets Prise en charge globale	0	1 646 172	1 646 172	0	0
Bailleurs externes	210 500	127 500	176 500	0	161 500
Soutiens exceptionnels et d'urgence	0	26 540	26 540	0	0
Appel à projets Recherche opérationnelle	56 096	0	41 320	0	14 776
Total financements internationaux	266 596	1 800 212	1 890 532	0	176 276
Appel à projets Jeunes chercheur-euses	1 535 115	725 989	874 704	0	1 386 400
Appel à projets Aides aux équipes de recherche	2 056 512	951 929	1 318 515	0	1 689 927
Appel à projets Recherche opérationnelle	61 781	1	56 591	0	5190
Total financements scientifiques et médicaux	3 653 408	1 677 918	2 249 809	0	308 151
TOTAL FINANCEMENTS 2024	3 924 404	5 899 082	6 522 843	0	3 300 643

Engagements sur 2025	2 371 179
Engagements sur 2026	798 271
Engagements sur 2027	131 193



Notes sur l'état séparé des avantages et des ressources en provenance de l'étranger

L'état séparé des avantages et des ressources en provenance de l'étranger (EAR) est un état financier qui doit être tenu par les organismes qui reçoivent des avantages et des ressources provenant, directement ou indirectement, de l'étranger.

Celui-ci se matérialise par un tableau listant l'ensemble des avantages et des ressources reçus au cours de l'exercice en provenance d'États étrangers, de personnes morales étrangères ou de personnes physiques non-résidentes en France.

Les avantages et les ressources sont classés pour chaque État par ordre chronologique en fonction de la date d'encaissement, et pour ceux en nature en fonction de la date de leur acquisition effective ou de la période durant laquelle ils sont accordés. Pour les versements en numéraire, il doit être précisé le mode de paiement et le montant.

Le tableau suivant correspond à une version synthétique de l'EAR en lieu et place de la version détaillée qui est cependant mise à la disposition du public pour consultation au siège de Sidaction ou sur son site Internet.

État du contributeur	Montant total des avantages et des ressources	État du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
Afghanistan	30	Israël	480
Afrique du Sud	10	Italie	24 819
Algérie	89	Japon	120
Allemagne	6 104	Luxembourg	3 676
Australie	6	Maroc	740
Autriche	200	Monaco	9 105
Belgique	8 854	Pays-Bas	10 658 23
Burundi	20	Portugal	440
Canada	611	République tchèque	189
Chine	20 144	Royaume-Uni	6 432
Congo	48	Sénégal	216
Côte d'Ivoire	5	Singapour	120
Danemark	60	Slovénie	150
Équateur	45	Suède	65
Espagne	1 527	Suisse	4 114
États-Unies	23 705	Surinam	80
Gabon	145	Thaïlande	50
Grèce	50	Togo	50
Grenade	30	Tunisie	55
Guinée	10	Turquie	190
Indonésie	96	Ukraine	5
Irlande	1 025	Vietnam	100
TOTAL			11 798 832

Annexes

Financements scientifiques

RECHERCHE FONDAMENTALE

Samir Amrane
Université de Bordeaux – Bordeaux.
Rôle des G quadruplex dans l'expression du VIH-1 et impact sur la latence virale.

Jean-Christophe Andrau
Institut de Génétique Moléculaire de Montpellier – Montpellier.
Rôle des G quadruplex dans l'expression du VIH-1 et impact sur la latence virale.

Marie-Line Andreola
Université de Bordeaux – Bordeaux.
Rôle des G quadruplex dans l'expression du VIH-1 et impact sur la latence virale.

Eugénia Basyuk
Université de Bordeaux – Bordeaux.
HIV-1 promoter bursting in T-lymphocytes and its implication in latency regulation.

Bruno Beaumelle
Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier – Montpellier.
Comment le VIH favorise le développement de la tuberculose et des pathogènes opportunistes: rôles de Tat et de l'autophagie.

Fabienne Bejjani
Institut Cochin – Paris.
SPT6 and BRD4: old players with brand new functions in HIV-1 latency.

Philippe Benaroch
Institut Curie – Paris.
How GAS7 and the cytoskeleton participate in the innate sensing of HIV-1 and HIV-2 in myeloid cells.

Morgane Bomsel
Institut Cochin – Paris.
HIV persistence in the human mucosal tissue macrophages in HIV infected patients under suppressive treatment.

Diane BRYCHKA
Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier – Montpellier.
Dynamics and impact of HIV brain infection using lab-grown cerebral organoids.

Rémi Cheyner
Institut Cochin – Paris.
Réponse cellulaire à l'infection par le VIH-1: Rôle de la voie BRCA1/2 dans le devenir et la persistance des populations d'ADN viraux intégrés et non-intégrés.

Andréa Cimarelli
ENS Lyon – Lyon.
Characterization of the mechanism of hiv-1 inhibition by trim69.

Stéphane Emiliani
Institut Cochin – Paris.
Caractérisation de l'interactome de Vif: impact sur la régulation traductionnelle d'APOBEC3G et la réplication virale du VIH-1.

Lucie Etienne
Ecole Normale Supérieure de Lyon – Lyon
Functional and evolutionary characterization of the SAMD9/9L gene family impacting HIV and lentiviral replication.

Sarah Gallois-Montbrun
Institut Cochin – Paris.
Identification of novel alternative splicing biomarkers of productive and latent HIV infection.

Sarah Gallois-Montbrun
Institut Cochin – Paris.
Exploring HIV transcriptome regulation for new therapeutic strategies.

Pierre Gantner
Université de Strasbourg – Strasbourg.
Combinaison de stimulation antigénique et d'inhibition de la protéine virale nef pour favoriser la reconnaissance et l'élimination du réservoir VIH.

Delphine Judith
Institut Cochin – Paris.
Viral control and Autophagy: non-canonical autophagy as a keystone for BST2 restriction.

Hussein Karaki
Institut de Génétique Humaine de Montpellier – Montpellier.
High-throughput imaging of HIV-1 transcription to understand viral latency.

Rosemary Kiernan
Institut de Génétique Humaine de Montpellier – Montpellier.
The Role of the Elongin Complex in the Regulation of HIV-1 Transcription.

Claire Lacouture
Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier – Montpellier.
Comment HIV-1 détourne l'actine corticale pour promouvoir l'assemblage et la formation des particules virales?

Marc Lavigne
Institut Pasteur – Paris
Rôle des G quadruplex dans l'expression du VIH-1 et impact sur la latence virale.

Arnaud Lecante
Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier – Montpellier.
Décryptage du mécanisme d'action du facteur de restriction TRIM5α.

Alexandre Legrand
Ecole Normale Supérieure de Lyon – Lyon.
Caractérisation fonctionnelle et évolutive de SAMD9L, un nouveau facteur antiviral inhibant la traduction du VIH, par un motif Schlafen-like aussi impliqué dans des maladies rares auto-inflammatoires.

Nicolas Manel
Institut Curie – Paris.
Trouver une aiguille virale dans un botte de foin nucléaire: mécanisme moléculaire de détection du VIH par le complexe NONO-cGAS dans le noyau.

Valerii Martynov
Université de Paris – Paris.
Impact de la modification épitranscriptomique m6A sur la structure et la traduction des ARN du VIH.

Laurence Meyer
Centre de Recherche en Epidémiologie et Santé des Populations – Le Kremlin Bicêtre.
Identification and analysis of unconventional NKG2A/C+CD8+ T cells during HIV-1 and HIV-2 infections.

Michaela Muller-Trutwin
Institut Pasteur – Paris.
Identification and analysis of unconventional NKG2A/C+CD8+ T cells during HIV-1 and HIV-2 infections.

Michaela Muller-Trutwin
Institut Pasteur – Paris.
Etude de la fonction des cellules tueuses naturelles (NK) chez des personnes obèses et non-obèses contrôlant le VIH spontanément ou sous traitement anti-retroviral et après traitement avec la Statine.

Olivier Neyrolles
Institut de Pharmacologie et de Biologie Structurale – Toulouse.
Comment Mycobacterium tuberculosis exacerbe l'infection par le VIH-1? Rôle du métabolisme des macrophages.

Kenza Ngoni Ayissi
Centre de Recherche Saint-Antoine – Paris.
Mécanismes impliqués dans le gain de tissu adipeux observé chez certains patients infectés par le VIH et recevant un inhibiteur d'intégrase et/ou du tenofovir alafénamine.

Kenza Ngoni Ayissi
Centre de Recherche Saint-Antoine – Paris.
Prévention des effets délétères des inhibiteurs d'intégrase sur le tissu adipeux grâce aux agonistes des récepteurs aux incrétines GLP1/GIP.

Christophe Paillart
Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire – Strasbourg.
Caractérisation de l'interactome de Vif: impact sur la régulation traductionnelle d'APOBEC3G et la réplication virale du VIH-1.

Océane Paris
Institut de Médecine Régénératrice et de Biothérapie de Montpellier – Montpellier.
Role of Fc-engineered anti-HIV-1 broadly neutralizing antibodies in the enhancement of HIV-1 immune responses.

Vincent Parissi
Dynamiques chromatiniques et mobilité des génomes pathogènes – Bordeaux.
Réponse cellulaire à l'infection par le VIH-1: Rôle de la voie BRCA1/2 dans le devenir et la persistance des populations d'ADN viraux intégrés et non-intégrés.

Mireia Pelegrin Zurilla
Institut de Médecine Régénératrice et de Biothérapie de Montpellier – Montpellier.
Role of Fc-engineered anti-HIV-1 broadly neutralizing antibodies in the enhancement of HIV-1 immune responses.

Morgane Picard
Université de Paris – Paris.
Prévention par un inhibiteur d'apoptose des atteintes lymphocytaires T/B au niveau tissulaire.

Claudine Pique
Institut Cochin – Paris.
Expression, diversité et impacts cellulaires des ARN antisens du VIH-1.

Delphine Sauce
Hôpital de la Pitié Salpêtrière – Paris.
15-years evolution of immunovirologic trajectory of patients living with HIV (TEMPO2).

Thomas Serrano
Institut Pasteur – Paris.
Découverte de nouveaux mécanismes essentiels aux étapes finales de la réplication du Virus de Immuno-déficience Humaine.

Charlotte Silvestre
Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier – Montpellier.
Étude des relations entre les cellules NK et les vésicules extracellulaires plasmatiques chez les personnes vivant avec le VIH immunodiscordantes et impact ex vivo du Témsavir sur l'ADCC.

Yevgeniy Tatrovsky
Institut Pasteur – Paris.
Dissecting the FcR-mediated mechanisms of action of broadly neutralizing antibody therapy in HIV.

Christel Verrolet
Institut de Pharmacologie et de Biologie Structurale – Toulouse.

Comment Mycobacterium tuberculosis exacerbe l'infection par le VIH-1? Rôle du métabolisme des macrophages.

Christel Verrolet
Institut de Pharmacologie et de Biologie Structurale – Toulouse.
Comment le VIH favorise le développement de la tuberculose et des pathogènes opportunistes: rôles de Tat et de l'autophagie.

David Wikar
Institut Pasteur – Paris.
Régulation de la transcription du VIH-1 par les quadruplexes de guanines et les protéines de Paraspeckles.

RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES

Margot Annequin

Sciences Economiques & Sociales de la Santé & Traitement de l'Information Médicale – Marseille. *Passer les frontières du genre et des pays, quels impacts sur les situations sociales et la santé des femmes trans vivant avec le VIH en France.*

Gaston Boshouwers

Université Lumière Lyon 2 – Lyon. *Etude de la qualité de vie sexuelle et ses déterminants psychosociaux chez les femmes vivant avec le VIH en France: quelle place pour des démarches communautaires?*

Patrizia Carrieri

Sciences Economiques & Sociales de la Santé & Traitement de l'Information Médicale – Marseille. *CUP-Qual: Cannabis Use in People living with HIV: a qualitative study.*

Renaud Chantraine

Observatoire Régional de la Santé PACA – Marseille. *Entre archives privées, mémoires communautaires et dispositifs institutionnels de conservation: articuler les échelles de la transmission des héritages culturels de la lutte contre le VIH/sida.*

Didier Ekouevi

Le Centre Africain de Recherche en Épidémiologie et en Santé Publique – Lomé Togo. *Stratégie de rattrapage de dépistage du VIH de l'enfant et de l'adolescent en Côte d'Ivoire et au Togo: le rôle des associations communautaires.*

Nathalie El Rashidi

Centre d'Epidémiologie et de Recherche en santé des Populations – Toulouse. *Participatory Approach to Understanding and Improving the Nutritional Health and Eating Behaviours of Adolescents Living with HIV in West Africa.*

Charlotte Floersheim

Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme – Aix en Provence. *Entre assignation et autodéfinition, faire communauté dans la lutte contre le VIH en Guyane. Mobilisations associatives et expériences minoritaires.*

Lucille Gallardo

Université d'Aix-Marseille – Marseille. *Se positionner à l'avant-garde de la lutte mondiale contre le sida. Socio-histoire de l'action publique étrangère française (1981-2003).*

Théo (Néo) Gaudy

Fondation nationale des sciences politiques – Paris. *Penser les rapports de pouvoir dans la sexualité dans les mobilisations en santé communautaire LGBTQI et TDS, des années 2010 à aujourd'hui.*

Gabriel Girard

Sciences Economiques & Sociales de la Santé & Traitement de l'Information Médicale – Marseille. *Genre, sexualité et lutte contre le VIH en contexte Guyanais: analyse socio-anthropologique des dynamiques communautaires de mobilisation.*

Gabriel Girard

Sciences Economiques & Sociales de la Santé & Traitement de l'Information Médicale – Marseille. *Interventions communautaires de médiation en santé mentale et santé sexuelle pour les minorités sexuelles et de genre (ICOMED-LGBTQI): documenter et comparer les pratiques.*

Alizée Guirouard-Aizée

Université de Lille – Lille. *Le rôle d'internet dans la construction du rapport au risque de transmission sexuelle du VIH chez les adolescent-es des Hauts-de-France.*

Laurence Hérault

Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme – Aix en Provence. *Genre, sexualité et lutte contre le VIH en contexte Guyanais: analyse socio-anthropologique des dynamiques communautaires de mobilisation.*

Valériane Leroy

Centre d'Epidémiologie et Recherche en Santé des POPulations – Toulouse. *Stratégie de rattrapage de dépistage du VIH de l'enfant et de l'adolescent en Côte d'Ivoire et au Togo: le rôle des associations communautaires.*

Nicolas Lorrente

Association COALITION Plus – Pantin. *SEXTRA AL: Besoins en santé sexuelle et accès aux soins VIH des hommes cis et des femmes trans impliqué-es dans le sexe transactionnel en ligne en Equateur et en Bolivie.*

Léo Manac'h

Institut de Recherche pour le Développement – Paris. *Se mobiliser pour le droit au séjour pour soins. Une ethnographie du découragement.*

Nicolas Nagot

Université de Montpellier – Montpellier. *Exploration des facteurs influençant l'efficacité des programmes de PTME VIH en Zambie et au Burkina Faso.*

Elise Nédélec

Institut pour la recherche et le développement – Paris. *Mieux comprendre et améliorer le dépistage du cancer du col de l'utérus à Abidjan: une approche socio-anthropologique auprès de femmes vivant avec le VIH (AIMA-CC) et en population générale (PARACAO).*

Nancy Nzeyimana Cyizere

Institut national d'études démographiques – Paris. *La matrice de la vulnérabilité des personnes noires face au VIH et au sida en Île-de-France et Occitanie.*

Noémie Pillas

Fierté Marseille Organisation – Paris. *Interventions communautaires de médiation en santé mentale et santé sexuelle pour les minorités sexuelles et de genre (ICOMED-LGBTQI): documenter et comparer les pratiques.*

Soel Real Molina

Sciences Economiques & Sociales de la Santé & Traitement de l'Information Médicale – Marseille. *Prendre soin des personnes LGBTI+ qui utilisent des drogues.*

Paul Rivest

Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme – Marseille. *Sexualités transmasculines et VIH. Perceptions, pratiques et accès aux soins de santé des hommes trans face au VIH.*

Nicolas vignier

Centre Hospitalier de Cayenne. *Andrée Rosemon – Cayenne. Parcours de vie et de prévention des personnes originaires d'Haïti vivant ou non avec le VIH ou une infection chronique par le VHB en Guyane française (PARCOURS D'HAÏTI).*

RECHERCHE APPLIQUÉE

Victor Appay

Université de Bordeaux – Bordeaux. *Immune response to the recombinant Zoster Vaccine in older HIV patients.*

Louis Colliot

Centre interdisciplinaire de recherche en biologie – Haubourdin. *Utilisation des données génomiques virales pour modéliser la dynamique de l'épidémie de VIH en France à l'aide de méthodes phylodynamiques (MVP).*

Homayoon Manochehr

Centre d'Epidémiologie et de Recherche en santé des Populations – Toulouse. *Improving Sexual and Reproductive Health for Adolescents Living with HIV in West Africa: Knowledge, Needs Assessment, Co-Development and Pilot-Testing of an Intervention.*

Claire Monge

Institut de Biologie et de Chimie des Protéines – Lyon. *Induction d'une immunité muqueuse neutralisante par une stratégie de prime-boost hétérologue combinant des ARN messagers et un nano assemblage d'enveloppes du VIH-1 administré par voie sublinguale.*

RECHERCHE CLINIQUE

Patrizia Carrieri

Sciences Economiques & Sociales de la Santé & Traitement de l'Information Médicale – Marseille. *ELICSIR: Relation entre cannabinoïdes sanguins et profil d'insulino-résistance chez les patients co-infectés par le VIH et le VHC (HEPAVIH ANRS CO-13) à l'époque de la guérison du VHC.*

Antoine Gross

Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier – Montpellier. *Étude des relations entre les cellules NK et les vésicules extracellulaires plasmatiques chez les PrVIH avirémiques immunocordants et immunodiscordants. Impact du Témsavir sur l'ADCC.*

Maria Bernarda Reguena

Institut Pierre Louis d'Epidémiologie et de Santé Publique – Paris. *Impact des politiques publiques d'accès aux soins dans le risque résiduel de décès des personnes vivant avec le VIH guéries du VHC par antiviraux à action directe.*

RECHERCHE OPÉRATIONNELLE

Gérès V. Ahognon

EVA Réseau – Dakar. *Pré-TeFAS.com: diagnostic Communautaire et prévalence des troubles de la santé mentale chez les enfants et adolescent(es) vivant avec le VIH.*

Répartition des fonds par région en France



Pays et Structures	Nombre de projets financés en 2024	Montant versé
Auvergne-Rhône-Alpes	5	198 000 €
ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LE SIDA (ALS)	1	55 000 €
CABIRIA	1	79 800 €
Da Ti Seni	1	25 000 €
KEEP SMILING	1	23 400 €
TEMPO Association	1	15 000 €
Centre-Val de Loire	2	35 000 €
APPUI SANTÉ LOIRET	1	12 000 €
GROUPE ACTION GAY ET LESBIEN - LOIRET	1	23 000 €
Corse	1	40 900 €
AIUTU CORSU	1	40 900 €
Grand Est	1	3 200 €
ASSOCIATION SOCIALE ALSACE VIH	1	3 200 €
Guadeloupe	1	3 050 €
GWADA UNI-VERS	1	3 050 €
Guyane	8	194 000 €
ACTIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT L'ÉDUCATION ET LA RECHERCHE (ADER)	1	25 000 €
Association Guyanaise de Réduction des Risques (AGRRL)	1	16 000 €
Association Idsanté	1	12 000 €
COMEDE	1	32 000 €
DÉVELOPPEMENT ACCOMPAGNEMENT ANIMATION COOPÉRATION (DAAC)	1	50 000 €
ENTRAIDES GUYANE	1	30 000 €
L'ARBRE FROMAGER	1	23 000 €
Réseau Kikiwi	1	16 000 €
Hauts-de-France	1	8 500 €
ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES INITIATIVES EN SANTE (ADIS)	1	8 500 €
Île-de-France	33	1 172 982 €
ACCEPTESS-T	1	94 380 €
ACTIONS TRAITEMENTS	1	45 000 €
AFRIQUE AVENIR	1	64 500 €
ARCAT	1	103 600 €
AREMEDIA	1	38 000 €
ASSOCIATION ESPOIR	1	58 000 €
ASSOCIATION MARIE MADELEINE	2	32 800 €
AUORE	1	20 000 €
BASILIADE	2	141 405 €
COMEDE	1	45 000 €
COMITE DES FAMILLES	2	37 600 €
DESSINE MOI UN MOUTON	1	73 300 €
IKAMBERE LA MAISON ACCUEILLANTE	2	85 600 €
LA PLAGES	1	20 000 €
LE BUS DES FEMMES	1	30 000 €
LES PETITS BONHEURS	2	20 000 €
Les Roses D'acier - Alliance Des Femmes	1	5 800 €
ACT UP-PARIS	2	44 000 €
Bamesso Et Ses Amis	1	20 000 €
Fédération Parapluie Rouge	1	27 000 €
MIGRATIONS SANTÉ France	1	13 000 €
OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DES PRISONS - SECTION FRANÇAISE (OIP)	1	32 000 €
PRÉVENTION ACTION SANTÉ TRAVAIL POUR LES TRANSGENRES (PASTT)	2	62 497 €
Solidarité Enfants Sida (SOL EN SD)	1	53 500 €

Pays et Structures	Nombre de projets financés en 2024	Montant versé
GreyPRIDE	1	3 000 €
Les Actupiennes	1	3 000 €
La Réunion	2	34 370 €
Rive	1	9 970 €
ASSOCIATION RÉUNIONNAISE POUR LA PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS À LA SEXUALITÉ (ARPS)	1	24 400 €
Martinique	2	39 000 €
Action sida Martinique	1	39 000 €
Mayotte	2	31 000 €
NARIKE M'SADA	1	15 000 €
Fahamou Maecha (ASFM)	1	16 000 €
Nouvelle-Aquitaine	4	123 800 €
Entr'AIDSida	1	11 000 €
GAPS CPS	1	93 800 €
LA CASE	1	15 000 €
SŒURS DE LA PERPÉTUELLE INDULGENCE - COUVENT DES CHÊNAIES	1	4 000 €
Occitanie	7	241 900 €
ACT UP SUD OUEST	1	45 000 €
ASSOCIATION VIVRE	1	8 500 €
ENVIE	1	58 500 €
GRISELIDIS	1	68 000 €
LA MAISON DE VIE DU ROUSSILLON	1	3 900 €
RELAIS VIH	1	20 000 €
ARAP. RUBIS	1	38 000 €
Pays de la Loire	2	34 000 €
MÉDECINS DU MONDE	1	14 000 €
PALOMA	1	20 000 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6	206 100 €
AUTRES REGARDS	1	33 000 €
NOUVELLE AUBE	1	25 000 €
RÉSEAU SANTÉ MARSEILLE SUD	1	70 000 €
ART DE VIVRE	1	3 100 €
Solidarité Enfants Sida (Sol En Si)	1	55 000 €
CENTRE LGBTQIA CÔTE D'AZUR	1	20 000 €
Bretagne	1	15 000 €
ASSOCIATION LES PÉTROLETTES	1	15 000 €
TOTAL	77	2 381 002 €

Fonds versés par thématique en France

Thématiques	Montants versés en 2024
Appel à Projets France	2 346 097 €
Soutiens exceptionnels	19 905 €
Baillleurs externes	15 000 €
Total	2 381 002 €

Zones d'interventions dans le monde



Afrique

A
BENIN
93 384 € | 3 projets

B
BURKINA FASO
134 000 € | 2 projets

C
BURUNDI
290 997 € | 5 projets

D
CAMEROUN
144 040 € | 6 projets

E
CONGO, REP. DEM.
50 500 € | 1 projet

F
CÔTE D'IVOIRE
250 041 € | 5 projets

G
GUINEE
36 431 € | 3 projets

H
MALI
247 251 € | 3 projets

I
MAROC
18 000 € | 1 projet

J
NIGER
45 999 € | 2 projets

K
REPUBLIQUE DE DJIBOUTI
23 000 € | 1 projet

L
REPUBLIQUE DE MAURICE
25 000 € | 1 projet

M
REPUBLIQUE DU CONGO
109 316 € | 2 projets

N
TCHAD
58 715 € | 1 projet

O
TOGO
202 071 € | 5 projets

Europe

P
ROUMANIE
85 317 € | 3 projets

Q
RUSSIE
40 000 € | 1 projet

R
UKRAINE
36 470 € | 2 projets

Fonds versés par pays et par programme à l'international

Afrique

Pays et Structures	Nombre de projets financés en 2024	Montant versé
Bénin	3	93 384 €
RACINES	1	7 648 €
SYNÉRGIE TRANS BÉNIN (STB)	2	16 736 €
Burkina Faso	2	134 000 €
Association Espoir pour Demain (AED)	1	20 000 €
REVS PLUS	1	114 000 €
Burundi	4	290 997 €
Society for Women and Aids in Africa - Burundi (SWAA burundi)	2	74 000 €
Association Nationale de soutien aux Séropositifs et malades du Sida Santé plus (ANSS Santé Plus)	1	202 000 €
Burundi Association of people who used drugs (BAPUD)	1	14 997 €
Cameroun	6	144 040 €
Horizons Femmes	1	25 000 €
Society for Women and Aids in Africa - Littoral (SWAA littoral)	1	91 500 €
TRANSAMICAL	3	23 040 €
Positive generation	1	4 500 €
Congo, Rep. Dem.	1	50 500 €
S.O.S SIDA-KIVU	1	50 500 €
Côte d'Ivoire	5	250 041 €
Espace Confiance	1	81 000 €
PAROLES AUTOUR DE LA SANTÉ	1	15 508 €
Centre Solidarité Action Sociale de Bouaké (Centre SAS)	3	153 533 €
Guinée	3	36 431 €
Afrique Arc-en-Ciel Guinée (AAECG)	2	11 831 €
Fondation Espoir Guinée	1	24 600 €
Mali	3	247 251 €
Association KénéDougou Solidarité (AKS)	2	120 250 €
Association pour la Résilience des Communautés vers l'Accès au Développement et à la Santé Plus (ARCAD Santé PLUS)	1	127 001 €
Maroc	1	18 000 €
ALCS - Association de Lutte Contre le Sida	1	18 000 €
Niger	2	45 999 €
Mieux Vivre avec le Sida (MVS)	1	36 076 €
SonGES niger	1	9 923 €
République de Djibouti	1	23 000 €
Solidarité Féminine	1	23 000 €
République de Maurice	1	25 000 €
Prévention Information et Lutte contre le Sida (PILS)	1	25 000 €
République du Congo	2	109 316 €
Avenir Positif	1	42 698 €
Association Serment Universel (ASU)	1	66 618 €
Tchad	1	58 715 €
Association Djenandoum Naasson (ADN)	1	58 715 €
Togo	5	202 071 €
ESPOIR VIE TOGO (EVT)	2	86 737 €
Action Contre le Sida (ACS) devient Action Communautaire pour la Santé	2	53 360 €
Aides Médicales et Charité (AMC)	1	61 974 €
Total (Afrique)	41	1 728 745 €

Europe

Pays et Structures	Nombre de projets financés en 2024	Montant versé
Roumanie	3	85 317 €
ARAS (Association Roumaine Contre le Sida)	2	60 317 €
L'Association Carusel	1	25 000 €
Russie	1	40 000 €
Humanitarian Action	1	40 000 €
Ukraine	2	36 470 €
Tochka opory UA	2	36 470 €
Total (Europe)	6	161 787 €
TOTAL (AFRIQUE + EUROPE)	47	1 890 532 €

Fonds versés par thématique à l'international

Thématiques	Montants versés en 2024
Appel à Projets International	1 646 172 €
Baillleurs externes	176 500 €
Soutiens exceptionnels	26 540 €
Recherche Opérationnelle	41 320 €
Total	1 890 532 €



RÉDACTION Romain Loury
 SECRÉTAIRE DE RÉDACTION Jeanne Julien
 COORDINATION GÉNÉRALE Bérénice Pierson
 CONCEPTION GRAPHIQUE Atelier AAAAA
 Léopold Roux, Marie Sourd,
 Aldric Lamblin
 CRÉDITS PHOTOS Vincent Isoré, François
 Goizé, Cha Gonzales, The Good Company,
 Régis Samba Kounzi, Getty Images,
 Cyril Zannettacci, Sebastien Duijndam,
 Patrick Gaillardin

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE SIDACTION EN 2024

Françoise Barré-Sinoussi
Présidente, prix Nobel de médecine 2008

Line Renaud
Vice-présidente déléguée

Fanny Chabrol¹
Secrétaire générale

Marc Mortureux
Trésorier

COLLÈGE DES PERSONNALITÉS QUALIFIÉES

Line Renaud
(membre du bureau)
Vice-présidente

Marc Mortureux
(membre du bureau)
Trésorier

Yves Dupond Redondo
Administrateur

COLLÈGE ASSOCIATIF FRANCE

Didier Arthaud
Administrateur, *Basiliade*

Arlindo Constantino²
Administrateur, *Act Up-Paris*

Carine Favier (membre du Bureau)
Administratrice, *Planning familial*

Giovanna Rincon
Administratrice, *Acceptess-T*

Christine Rouzioux
Administratrice, *Arcat-Le Kiosque*

Camille Spire
Administratrice, *Aides*

COLLÈGE SCIENTIFIQUE ET MEDICAL

Françoise Barré-Sinoussi
(membre du bureau)
Présidente, *prix Nobel
de médecine 2008*

Fanny Chabrol
(membre du bureau)
Secrétaire générale, *IRD*

François Dabis
Administrateur, *Isped*

Constance Delaugerre
Administratrice,
hôpital Saint-Louis

Jean-François Delfraissy
Administrateur,
hôpital de Bicêtre

Pascal Pugliese
Administrateur, *SFLS*

COLLÈGE INTERNATIONAL

Jeanne Gapiya-Niyonzima
Administratrice, *ANSS (Burundi)*

Rodrigue Koffi
Administrateur,
réseau Grandir ensemble

Pauline Londeix
Administratrice, *Observatoire
de la transparence dans
les politiques dumédicament*

Louis Pizarro (membre du Bureau)
Administrateur, *DNDi*

Asier Saez-Cirion (membre invité)
Président du comité
scientifique et médical

Chanelle Kouankep (membre invitée)
Présidente du comité
international

Inès Messaoudi³ (membre invitée)
Présidente du comité
associatif France

Pascal Obispo
Membre d'honneur

LE COMITÉ ASSOCIATIF FRANCE

PRÉSIDENTE
Inès Messaoudi
Pastt (Paris)

MEMBRES
Fati Abdou
Basiliade (Paris)

Élodie Aïna
Vers Paris sans sida (Paris)

Iris Arnulf
Tempo (Grenoble)

Solène Bost
Aremedia (Paris)

Marcia Burnier
Comède (Le Kremlin-Bicêtre)

Julia Charbonnier
Actions Traitements (Paris)

June Charlot
Grisélidis (Toulouse)

Christophe
Desportes-Guilloux
GAGL 45 (Orléans)

Catherine Duplessy
Safe (Paris)

Julie Langlois
*Centre hospitalier
Sud Seine-et-Marne/SFLS*

Chloé Le Gouëz
Mairie de Paris

Anne-Lise Lemus
*Action Sida Martinique
(Fort-de-France)*

Guyène Madeline
Exe Gaps (Bordeaux)*

Marjorie Mailland
Réseau Santé Marseille Sud (Marseille)

Thierry Miatti
Afrique Avenir (Paris)

Thibault Tarral
Envie/Corevih Occitanie (Montpellier)

Bastien Vibert
Le Crips/ELCS (Paris)

Eva VOCZ
Exe Act Up-Paris*

LE COMITÉ SCIENTIFIQUE ET MEDICAL

Il est composé de cliniciens en activité dans des services de maladies infectieuses ou d'immunologie clinique, de chercheurs investis dans des travaux fondamentaux ou appliqués et d'experts en sciences sociales. Le comité est complété par la présence de deux représentants d'associations de personnes vivant avec le VIH. Ces spécialistes apportent au conseil d'administration de Sidaction tout l'éclairage scientifique nécessaire à une bonne étude des demandes, évaluent les résultats obtenus par les programmes soutenus par Sidaction et collaborent aux activités d'information et de vulgarisation scientifique de l'association.

PRÉSIDENT
D^r Asier Saez Cirion¹
*Groupe Réservoirs et contrôle viral – unité HIV,
inflammation et persistance, Institut Pasteur
(Paris)*

MEMBRES (14)
D^r Philippe Benaroch
*Groupe Transport intracellulaire et immunité,
Inserm U932, institut Curie (Paris)*

D^r Cécile Came*
*IRD UMI233 TransVIHmi/Inserm U1175,
université de Montpellier (Montpellier)*

D^r Séverine Carillon
Ceped-IRD, université Paris-Cité (Paris)

D^r Lucie ETIENNE*
*Centre international de recherche en
infectiologie, Inserm U1111, CNRS UMR5308,
université Lyon-1, ENS (Lyon)*

P^r Albert Faye
CHU Robert-Debré, Inserm 1123 (ECEVE) (Paris)

D^r Gabriel Girard
*Sciences économiques et sociales de la santé
et traitement de l'information médicale (Sesstim),
UMR 1252 (Marseille)*

D^r Marc Lavigne
*Interactions hôtes-virus, Inserm U1016,
institut Cochin (Paris)*

D^r Paul Lesbats
CNRS, UMR 5234 (Bordeaux)

D^r Roy Matkovic
*CRCN CNRS, institut Cochin, U1016 Inserm,
UMR 8104 CNRS, université Paris-Cité (Paris)*

D^r Arnaud Moris
*Institut de biologie intégrative de la cellule, I2BC,
CNRS, CEA, Paris-Saclay (Gif-sur-Yvette)*

P^r Laurence Meyer
*Faculté de médecine Paris-Saclay (Le Kremlin-
Bicêtre), université Paris-Sud, université Paris-
Saclay, Inserm CESP U1018, Paris-Saclay, Inserm
SC10, hôpital Paul-Brousse (Villejuif)*

D^r Romain Palich*
*Hôpital Pitié-Salpêtrière, iPLESP, Inserm 1136,
Sorbonne université (Paris)*

D^r Delphine Sauce
Cimi, Inerm, U1135 (Paris)

D^r Carine Van Lint
FRS-FNRS, ULB (Bruxelles)

LE COMITE INTERNATIONAL

PRÉSIDENTE
Chanelle Kouankep– Transamical / RITA /
Affirmative Action – Cameroun

MEMBRES
Atsou Alley
Espoir vie Togo (Togo)

Franck Amani
AGCS Plus (Côte d'Ivoire)

Faouzia Bouzzitoun
Centre de formation AHSUD (Maroc)

Gratien Chibungiri
SOS Sida (RDC)

Laura Ciaffi
Projet VIIeillir (Cameroun)

Emmanuel Hounsime
Grandir Ensemble (Togo)

Hortense Houssin
Racines (Bénin)

Francine Karemera
PSI (Burundi)

Fatoumata Kontao
Grandir Ensemble (Mali)

Denise Ngatchou
Horizons Femmes (Cameroun)

Fabrice Nikuze
ANSS (Burundi)

Eric Nsengiyumva
Bapud (Burundi)

Aurélien Philips
Consultante (France)

René Sankara
Consultant (Burkina Faso)

Sidi Siby
Aks (Mali)

Moussa Absatou
Mieux Vivre avec le Sida (Niger)

Ludmila Verdes
Aras (Roumanie)

Réjane Zio
Consultante (France)

¹ A remplacé M. Yves Dupont Redondo au poste de secrétaire général en juin 2024. ² A remplacé M. Julien Bruneau en décembre 2024. ³ A remplacé M. Antoine Baudry en décembre 2024.

* Membre de la commission permanente.



SIDACTION
228 rue du Faubourg Saint-Martin
75010 Paris
01 53 26 45 55 | www.sidaction.org
Association reconnue d'utilité
publique, habilitée à recevoir
legs et donations